

DIALOGUE GLOBAL

7.1

4 numéros par an en 17 langues

L'Égypte après
la révolution

Mona Abaza

Remettre en cause
la réalité

Luc Boltanski

Un institut hors
du commun

Sarah Mosoetsa

La représentation des
afro-américaines

Patricia Hill Collins

La sociologie à
Singapour

Vineeta Sinha,
Noorman Abdullah,
Youyenn Teo,
Francis Khek Gee Lim,
Daniel P.S. Goh

Luttes pour
l'avortement en
Pologne

Agnieszka Graff,
Elżbieta Korolczuk,
Julia Kubisa

Rubriques spéciales

- > Le Réseau de jeunes sociologues de l'ISA
- > Traduire *Dialogue Global* en indonésien
- > L'équipe de *Dialogue Global* en Indonésie

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 7 / NUMÉRO 1 / MARS 2017
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

DG



> Éditorial

Quelle sera la prochaine étape ?

Malgré toutes nos recherches savantes et nos enquêtes d'opinion, peu d'entre nous ont vu venir la victoire de Donald Trump, ce qui semblerait indiquer que les sociologues américains n'ont qu'une connaissance limitée de leur propre pays. Des études remarquables ont bien été menées sur des mouvements de droite – comme celle d'Arlie Hochschild récemment publiée dans le numéro 6.3 de *Dialogue Global* – mais elles sont nettement moins nombreuses que celles consacrées aux mouvements de gauche. Comme les autres, les sociologues gravitent autour de gens qui pensent et agissent comme eux, s'intéressant aux mouvements de lutte contre les discriminations, les inégalités et la xénophobie. Or pour mieux comprendre autrui, il ne s'agit pas de faire abstraction de nos propres valeurs et engagements – ou de prétendre ne pas en avoir – mais d'en acquérir une conscience plus aigüe, et aussi de nous immerger dans des milieux qui nous sont étrangers.

Les articles sur les luttes autour du droit à l'avortement publiés dans ce numéro et dans le numéro précédent, sont un bon exemple de l'importance de ce type de travail. Dans l'article qu'elles consacrent au mouvement « anti-genre » en Pologne, Agnieszka Graff et Elżbieta Korolczuk s'intéressent aux considérations politiques qui animent le mouvement, et aux liens qu'il entretient plus généralement avec des courants anti-mondialisation. Julia Kubisa décrit pour sa part l'extraordinaire mouvement de résistance qui s'est répandu dans toutes les rues de Pologne pour protester contre la politique du gouvernement. La rue peut être un lieu de mobilisation mais aussi de militarisation, comme en témoigne Mona Abaza dans un article où elle retrace les événements qui ont mené l'Égypte de la révolution du 25 janvier 2011 à la contre-révolution conduite par le général Al-Sissi.

Ce numéro comprend également un entretien avec Luc Boltanski, dans lequel le célèbre sociologue français présente brièvement sa sociologie de la critique, qui part du constat d'un décalage entre la réalité institutionnelle et les expériences vécues dans le monde réel. Les conflits et les déséquilibres sont devenus plus intenses à un moment où les institutions nationales se heurtent de plus en plus à notre environnement mondialisé. C'est également le sujet des cinq articles consacrés à la sociologie de Singapour : à partir d'une analyse du parcours de cette petite nation et de sa sociologie depuis la mort de l'ancien premier ministre Lee Kuan Yew, ces articles mettent en évidence le décalage entre l'idéologie dominante et le vécu des citoyens dans des domaines comme la mobilité sociale, l'appartenance ethnique, la religion ou la politique.

De l'Asie, nous passons à l'Afrique, et plus particulièrement à l'Afrique du Sud, dont les universités sont depuis deux ans le théâtre d'une forte agitation politique. Mais nous avons choisi d'attirer l'attention sur un programme universitaire exceptionnel mis en place par le gouvernement sud-africain et dirigé par la sociologue Sarah Mosoetsa. L'institut créé à cette occasion fait œuvre de précurseur en matière d'aide aux doctorants, d'organisation de conférences et de prix et de soutien à la publication dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Ce numéro comprend également une interview de la célèbre sociologue féministe afro-américaine Patricia Hill Collins par Labinot Kunushevcu, jeune sociologue kosovar. À la fin de ce numéro, notre équipe en Indonésie relate certaines des questions que pose la traduction de *Dialogue Global* en indonésien. Un article est enfin consacré au *Junior Sociologists Network* (Réseau de jeunes sociologues), l'une des initiatives les plus importantes de l'ISA en faveur de la nouvelle génération de sociologues.

> ***Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Mona Abaza, sociologue égyptienne de renom et auteure de nombreux livres sur l'islam et la vie urbaine, traite de la militarisation en cours depuis la révolution de janvier 2011.



Luc Boltanski, grand théoricien français de la sociologie de la critique, parle de son livre consacré aux romans policiers et de leur intérêt pour la sociologie.



Sarah Mosoetsa, figure influente de la sociologie sud-africaine, présente le remarquable institut de sciences humaines et sociales qu'elle dirige.



Patricia Hill Collins, féministe afro-américaine de premier plan, apporte un point de vue original sur les intellectuels et la marginalité.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine :

Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh :

Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Eashrat Jahan Eyemoon, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.

Bésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.

Inde :

Ishwar Modi, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragma Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :

Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Marjan Namazi, Vahid Lenjanzade.

Japon :

Satomi Yamamoto, Fuma Sekiguchi, Yutaro Shimokawa.

Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Paulina Domagalska, Adrianna Drozdowska, Łukasz Dulniak, Anna Gańko, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Jacek Zych, Łukasz Żołądek.

Roumanie :

Cosima Rughiniş, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Costinel Anuţa, Maria-Loredana Arsene, Tatiana Cojocari, Florina Dincă, Andrei Dobre, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Rodica Liseanu, Mădălina Manea, Mihai-Bogdan Marian, Anca Mihai, Andreea Elena Moldoveanu, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Ion Daniel Popa, Susana Popa, Diana Pruteanu Szasz, Ioana Silistraru, Adriana Sohodoleanu, Andreea Vintilă.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova, Lubov' Chernyshova.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

> Dans ce numéro

Éditorial : Quelle sera la prochaine étape ?

2

> INTERVIEWS AUX QUATRE COINS DU MONDE

L'Égypte après la révolution : Entretien avec Mona Abaza

Michael Burawoy, États-Unis

4

Remettre en cause la réalité : Entretien avec Luc Boltanski

Laura Chartain et Marine Jeanne Boisson, France

9

En Afrique du Sud, un institut hors du commun : Interview de Sarah Mosoetsa

Michelle Williams, Afrique du Sud

12

La représentation des femmes afro-américaines :

Interview de Patricia Hill Collins

Labinot Kunushevc, Kosovo

16

> LA SOCIOLOGIE À SINGAPOUR

Après Lee Kuan Yew

Vineeta Sinha, Singapour

18

Le multiracialisme, et après ?

Noorman Abdullah, Singapour

21

La méritocratie, et après ?

Youyenn Teo, Singapour

24

État laïque et pluralisme religieux

Francis Khek Gee Lim, Singapour

27

La mondialisation, et après ?

Daniel P.S. Goh, Singapour

29

> LUTTES AUTOUR DE L'AVORTEMENT EN POLOGNE

Vers un avenir illibéral : Le discours anti-genre et anti-mondialisation

Agnieszka Graff, Pologne, et Elżbieta Korolczuk, Suède

32

Mobilisation pour le droit à l'avortement en Pologne

Julia Kubisa, Pologne

35

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Le Réseau de jeunes sociologues de l'ISA

Oleg Komik, Israël

37

Traduire *Dialogue Global* en indonésien

Kamanto Sunarto, Indonésie

39

L'équipe de *Dialogue Global* en Indonésie

40



> L'Égypte après la révolution

Entretien avec Mona Abaza



Mona Abaza.

Mona Abaza est professeure de sociologie à l'Université américaine du Caire. Spécialiste réputée de l'Égypte contemporaine, elle est l'auteure de nombreux ouvrages, dont *Debates on Islam and Knowledge in Malaysia and Egypt: Shifting Worlds* (2002), *The Changing Consumer Culture of Modern Egypt* (2006) et *The Cotton Plantation Remembered* (2013). Elle a été professeure invitée dans diverses universités du monde entier, de la Suède à Singapour, en passant par l'Allemagne, la France, la Malaisie, l'Italie et les Pays-Bas. Ces dernières années, elle a beaucoup écrit sur les transformations politiques actuelles en Égypte, comme en témoignent deux de ses articles publiés dans les numéros [1.4](#) et [3.3](#) de *Dialogue Global*. Dans l'interview qui suit, menée par **Michael Burawoy**, elle revient sur les années écoulées depuis la révolution du 25 janvier 2011.

MB : Vous avez beaucoup écrit, y compris dans *Dialogue Global*, sur la « révolution » du 25 janvier 2011 qui a mis fin aux quelque 30 années de règne de l'ex-Président Hosni Moubarak et marqué le début d'un processus politique qui a conduit à l'élection de Mohamed Morsi à la présidence du pays et à l'accès au pouvoir, pour une courte durée, d'un gouvernement islamiste (2012-2013). En juillet 2013, Morsi est destitué à l'issue d'un coup d'état militaire, et le général Al-Sissi prend le pouvoir et devient président de l'Égypte en 2014. Quel bilan pouvez-vous dresser aujourd'hui des six années mouvementées qui se sont écoulées depuis la révolution du 25 janvier, et en particulier du rôle de l'armée ?

MA : Le rôle de l'armée depuis le 25 janvier 2011, date à laquelle les chars ont pris d'assaut les rues du Caire et encerclé la place Tahrir avant l'éviction de Moubarak, fait l'objet de vives controverses. L'armée était censée protéger les manifestants des sbires du régime de Moubarak. Mais l'éviction de Moubarak n'aurait vraisemblablement pas pu se produire si Washington n'avait pas deman-

dé aux forces armées égyptiennes de rester neutres à l'égard du mouvement révolutionnaire. S'il y a bien eu début janvier 2011 une forme de « fraternisation »¹ entre le peuple et l'armée, on a assisté ensuite à une détérioration de la popularité de l'armée qui a fait l'objet de multiples interprétations.

Souvenez-vous de ces images emblématiques, qui ont fait le tour du monde en 2011 : celles de manifestants qui dormaient à l'abri des chars, de slogans anti-Moubarak peints sur les chars, ou de vieilles femmes embrassant les soldats sur la place Tahrir après la destitution de Moubarak. Pourtant, il ne faudrait pas oublier que ce sont ces mêmes chars de l'armée plutôt vétustes – sans doute parfaitement inadaptés à la guérilla urbaine – qui, le 28 janvier, ont encerclé et pris possession du bâtiment de la rue Maspero où se trouve le siège de la télévision d'État. On peut voir là comme une reproduction symbolique de la prise de contrôle par les « officiers libres » de la station de radiodiffusion pour annoncer le coup d'État-révolution de juillet 1952 qui aboutit au renversement du roi Farouk I^{er}. Toujours est-il qu'après avoir pris le contrôle

>>



Le mur Kasr-al-Aini, couvert d'un graffiti d'Alaa Awad, ici photographié par Mona Abaza le 7 décembre 2012, a depuis été démolit et remplacé par une barrière.

du Conseil suprême des Forces armées, l'armée a vu sa popularité continuer à décliner. Tous les épisodes qui ont suivi, depuis les attaques menées contre les manifestants de la place Tahrir en mars 2011, les actes de torture et les tests de virginité imposés aux femmes qui participaient aux manifestations, le massacre de Maspero en octobre 2011, le massacre des ultras d'Al-Ahly à Port-Saïd, jusqu'aux violents affrontements de la rue Mohamed Mahmoud en novembre et décembre 2011, n'ont fait que confirmer que l'armée était passée du côté de la contre-révolution.

Avec le recul, il faudrait se poser la question de savoir si l'armée était effectivement du côté des manifestants lors de la révolte de janvier. Il s'agissait peut-être moins pour l'armée de soutenir les aspirations à la liberté et à la démocratie que d'une occasion en or de se débarrasser à la fois de Hosni Moubarak, de son héritier présumé Gamal Moubarak et de la clique de capitalistes à sa solde dont l'emprise économique se heurtait à l'influence qu'exerçait parallèlement l'armée sur une part importante de l'économie nationale. Mais l'éviction de Morsi par l'armée en 2013 a été une toute autre affaire, Al-Sissi étant désormais présenté comme le héros nationaliste faisant barrage aux réseaux islamiques internationaux soutenus par les Frères musulmans.

MB : Nous reviendrons plus tard sur l'idéologie nationaliste et ses fondements économiques. L'armée n'était-elle pas également obsédée par le rétablissement de l'ordre ?

MA : En effet, après janvier 2011, l'armée est devenue omniprésente – un phénomène particulièrement manifeste dans le réaménagement des villes. Dans la mémoire collective, les chars de l'armée n'ont cessé entre 2011 et 2014 d'apparaître, de disparaître et de réapparaître dans les rues du centre-ville. Nous avons assisté à l'érection de murs de béton en guise de zones tampons entre les manifestants et les forces de police, et vu comment ces murs ont été percés et démolis par des citoyens. Des quartiers entiers ont été barrés pour raisons de sécurité. La ville était aussi contrôlée d'en haut, sous la menace d'hélicoptères planant au-dessus de nous dans les moments de grande affluence. Et puis il y a eu entre 2011 et 2013 quantité d'attaques, de retraits et d'exécutions par les forces de police dans les rues bondées du centre-ville, et les tirs de gaz lacrymogène, à l'origine de nombreuses morts et crises d'épilepsie. Et puis nous avons vu l'émergence d'un nouveau type de forces paramilitaires qui paradaient dans les rues de la ville. Le massacre de membres de la confrérie des Frères musulmans sur la place Rabaa al-Adawiya en août 2013 a marqué l'un des points culminants de ces guerres urbaines. Les attaques terroristes perpétrées par des islamistes de plus en plus militarisés ont ouvert la voie à une offensive des militaires présentée comme une « guerre contre la terreur » qui a conduit à l'érection, autour des bâtiments officiels et des ambassades de la ville, de gigantesques murs concaves, sur le modèle de ceux de la « zone verte » de Bagdad. Nous gardons vivaces tant de souvenirs de la militarisation croissante de notre quotidien de citoyens – militarisation qui a fait émerger un nouveau mode de vie nous permettant de mieux affronter, éviter et résister au contrôle de l'armée.

>>



Le nouveau mur concave édifié face à l'entrée principale de l'Université américaine du Caire.
Photo de Mona Abaza, 21 septembre 2015.

MB : Sur fond de militarisation croissante de la vie urbaine, comment se passait la compétition pour le contrôle de l'économie ?

MA : Zeinab Abul-Magd a sans doute été l'une des premières² à attirer notre attention sur la participation cruciale de l'armée dans l'économie, et sur les raisons pour lesquelles ses activités sont restées opaques. D'après elle, les forces armées égyptiennes interviennent financièrement dans l'économie nationale depuis de nombreuses décennies, à hauteur de 25 à 40%. L'armée est ainsi présente dans des mégaprojets d'infrastructures et de grandes entreprises du secteur agro-alimentaire, et gère des chaînes de cafés et des stations-services. Comme je l'ai dit précédemment, c'est ce qui explique que l'armée ait choisi d'évincer Moubarak et la clique de capitalistes à la solde de son fils, qui représentaient une élite parallèle concurrente.

Mais l'armée a surtout su s'approprier une quantité considérable de biens immobiliers, grâce à une loi l'autorisant à acquérir des terrains à des fins commerciales. Cela apparaît de manière particulièrement flagrante dans la participation de l'armée à de gigantesques projets dans le désert, où elle développe des joint-ventures et se livre à une spéculation financière lucrative. Les comptes rendus publiés dans *Mada Masr* sur l'Agence pour les Projets fonciers des Forces armées le confirment : l'Agence, avec l'aide du cheikh Zayed d'Abou Dhabi, a récemment fait l'acquisition de près de 6.500 hectares de terres et obtenu la supervision des travaux de construction de la future nouvelle capitale.³ Une année auparavant, Al-Sissi avait annoncé la participation de

l'armée à la construction de logements dans une opération conjointe avec l'Arabtec Company émiratie d'une valeur de 40 milliards de dollars.⁴ Enfin, le *Cairoobserver* nous informe qu'en 2014 le Ministère de la Défense a signé un accord avec le géant immobilier Emaar, basé aux Émirats arabes unis, pour construire une gigantesque « place Emaar » qui comprendrait le plus grand centre commercial du Caire – une manière d'opposer à la place Tahrir un nouveau marché néolibéral tourné vers Dubaï.

Ce rêve d'une économie de marché est conçu dans le cadre d'un régime militaire autoritaire où l'armée contrôle de vastes marchés fonciers par le biais de transactions qui manquent totalement de transparence.⁵ Ce n'est évidemment pas la première fois qu'une économie de marché d'orientation néolibérale va de pair avec un militarisme autoritaire.

MB : Vous avez évoqué ce que l'ascension au pouvoir du général Al-Sissi représente pour les élites économiques du pays. Qu'en est-il du reste de la population, en particulier de tous ces gens qui sont descendus dans la rue et devenus le symbole du printemps arabe, et sur lesquels vous avez déjà beaucoup écrit ?

MA : Après le court épisode durant lequel les islamistes ont été au pouvoir sous la présidence de Morsi en 2012-2013, beaucoup estimaient que la présence de l'armée dans les rues était synonyme d'un « retour à l'ordre » ; mais cela semble avoir également signifié un retour des personnalités politiques et des magnats financiers de l'an-

rien régime. Après janvier 2011, les rues ont été soumises à l'autorité de sbires (ceux-là mêmes qui sévissaient déjà sous l'ancien régime), avec comme résultat une augmentation de la criminalité et des violences. Des milliers de vendeurs de rue se sont installés dans tous les espaces possibles et imaginables, ont occupé des rues entières, jusqu'aux recoins situés sous les ponts et au-dessus ainsi que les passages et allées de toute la ville, et, obstrué par conséquent la circulation, ce que les classes moyennes ont assimilé à un « désordre » honni. Mais cette visibilité publique des vendeurs de rue en dit long sur l'échec de politiques néolibérales qui depuis tant d'années ont contribué à appauvrir des millions d'Égyptiens, y compris des diplômés de l'enseignement supérieur, pour lesquels la vente ambulante constituait le seul moyen de s'en sortir.

La restauration du Caire par Al-Sissi a consisté en une opération massive de « nettoyage » du centre-ville, avec notamment l'expulsion par la force des vendeurs ambulants, qui constituent quelque cinq millions de travailleurs survivant grâce au secteur informel.

MB : Donc l'armée a réussi à reprendre le contrôle des rues, ce qui est une forme négative de pouvoir. Mais Al-Sissi est-il parvenu à rallier le soutien de la population au régime militaire ?

MA : Contrairement à l'opinion de certains experts occidentaux, Al-Sissi est devenu populaire en promettant de restaurer l'ordre et la stabilité, et ce avant même de devenir président. Sans cela, comment interpréter sa promotion réussie en faveur d'une participation de la population (par le biais d'achat d'actions et obligations) au projet d'élargissement du canal de Suez ? En l'espace de seulement quelques semaines, près de 8,5 milliards de dollars ont été levés auprès d'investisseurs locaux. À l'évidence, l'art d'Al-Sissi de flatter les sentiments nationalistes de la population a été très efficace.⁶

David Harvey nous rappelle que la restauration de Paris par Louis-Napoléon Bonaparte – Napoléon III, qui régna de 1852 à 1870 – a consisté avant tout à dégager des bénéfices par le biais de l'appropriation capitaliste de la ville.⁷ « L'haussmannisation » de Paris engagée sous son règne s'est accompagnée d'un regain de despotisme et d'expropriations – ce qui n'est pas sans rappeler le régime d'Al-Sissi. Les deux régimes autoritaires affectionnent les gigantesques projets d'infrastructure. Pour l'un comme pour l'autre, le canal de Suez représentait un projet de reconstruction nationale. Napoléon en finança le creusement, tandis que Al-Sissi s'emploie actuellement à son élargissement. Les ressemblances entre les deux « restaurations » sont frappantes : dans les deux cas, le développement des infrastructures a été présenté comme un élément essentiel pour s'approprier les ressources capitalistes de la ville. L'armée égyptienne par exemple a pris une part très active à la construction d'autoroutes et de

ponts reliant la capitale aux autres villes du pays et tout autour de l'agglomération du Caire.

MB : La comparaison est fort intéressante, mais si l'on cherche à établir des parallèles historiques plus proches de l'Égypte, ne pourrait-on pas rapprocher le projet nationaliste d'Al-Sissi de celui de Nasser ?

MA : Lorsque Morsi a été évincé par l'armée en 2013, Al-Sissi a en effet souvent été comparé à Gamal Abdel Nasser. Al-Sissi s'est efforcé de mettre l'accent sur une rhétorique nationaliste, par opposition aux réseaux internationalistes islamiques (vraisemblablement terroristes) des Frères musulmans, décrits comme dangereux. Lors de l'inauguration de l'élargissement du « nouveau » canal de Suez en août 2015, Al-Sissi a de nouveau fait appel au sentiment nationaliste au travers du symbolisme qu'il a adopté. La flottille qui a inauguré la cérémonie appartenait à l'ancienne famille royale déchue – la même flottille qui avait transporté l'impératrice Eugénie lors de la première inauguration du canal de Suez en 1869. On a pu voir là le désir d'alimenter la fierté nationale au travers de grands projets d'infrastructure, en faisant référence à une culture coloniale/cosmopolite destinée à séduire les sentiments néolibéraux. En accordant en 2015 une place particulière à François Hollande parmi les délégués internationaux, le régime a sans doute voulu manifester une continuité historique avec la France. Il est également intéressant de noter que la nationalisation du canal de Suez en 1956 sous Nasser a à peine été évoquée.

MB : Vous désignez donc ces mégaprojets comme un moyen de mettre en avant le sentiment nationaliste. Mais qu'en est-il de l'orchestration nationaliste de la vie quotidienne ? Je sais que vous vous intéressez beaucoup à l'architecture de la ville : qu'est-ce qui a changé dans ce domaine ?

MA : Dans ce domaine aussi, on peut observer des changements qui rappellent d'autres nationalismes passés. Au moment où nous parlons, le centre-ville du Caire, dont l'architecture « Belle Époque » date de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, est en train d'être entièrement rénové, avec notamment le ravalement des façades des immeubles de la place Talaat Harb, exactement comme cela avait été fait sous Moubarak.⁸ La grande place Orabi a été transformée en une zone piétonne, et les autorités ont condamné à la fermeture pratiquement tous les cafés populaires de la rue Sherifein. Là encore, on peut y voir une initiative populiste visant à renforcer le sentiment national de grandeur et surtout « l'ordre » dans les rues.

MB : Là encore, des intérêts économiques se cachent-ils derrière ces mesures populistes ?

MA : Oui, là encore, des intérêts particuliers sont en jeu pour réhabiliter le centre-ville, dont les bâtiments histo-

riques de style Belle Époque ont attiré capitalistes et investisseurs dans l'intention de s'approprier le centre-ville et ses potentielles plus-values. L'Al-Ismaelia Real Estate Company a acquis un grand nombre d'immeubles historiques du centre-ville du Caire, dont l'immeuble Art déco Gharib Morcos (construit en 1916), les immeubles Kodak (1924), les immeubles Davis Bryan, les immeubles Khalek Tharwat (années 20) et le Cinéma Radio (années 30).⁹ Les immeubles Kodak, y compris les larges passages autour de la synagogue, ont été rénovés dans un style particulièrement sophistiqué.

MB : Derrière les projets nationalistes, se cachent donc des intérêts économiques. Mais y a-t-il d'autres intérêts à l'œuvre derrière le populisme d'Al-Sissi ?

MA : En effet, le discours du retour à l'ordre et à la stabilité a relégué au second plan les questions liées aux violations des droits de l'homme, aux incarcérations massives et à la disparition d'activistes, auxquelles il semblerait qu'on ait accordé moins d'attention que dans les années précédentes. Quoiqu'il en soit, les questions cruciales restent celles d'une grave crise économique non résolue, de la corruption généralisée au sein des institutions et de la répression constante par les forces de police, comme si la révolution n'avait pas eu lieu. Le mécontentement croissant d'une majorité jusqu'à présent silencieuse laisse augurer une nouvelle explosion sociale, mais le coût humain d'une telle rébellion contre l'armée, qui ne manquera pas de s'accompagner de violences accrues, pourrait être particulièrement élevé. ■

Toute correspondance est à adresser à Mona Abaza <mona.abaza@gmail.com>

¹ Cf. Ketchley, N. (2014) "The people and the army are one hand!" *Comparative Studies in Society and History* 56(1): 155-186.

² Abul-Magd, Z. (2016) "The Army and the Economy in Egypt." *Midan Masr*, 7 août 2016, <http://www.midanmasr.com/en/article.aspx?ArticleID=222>

³ Sawaf, L. (2016) "The Armed Forces and Egypt's Land." *Mada Masr*, 26 avril 2016, <http://www.madamasr.com/en/2016/04/26/feature/economy/the-armed-forces-and-egypts-land/>

⁴ Saba, J. (2014) "The military and the state: The role of the armed forces in post-30 June Egypt." 27 septembre 2014, <http://www.dailynewsegypt.com/2014/09/27/military-state-role-armed-forces-post-30-june-egypt/>

⁵ "From Tahrir Square to Emaar Square," *Cairoobserver*, 23 février 2014, <http://cairoobserver.com/post/77533681187/from-tahrir-square-to-emaar-square#.WHN1ptLhCM8>

⁶ Oakford, S. (2014) "Egypt's Expansion of the Suez Canal Could Ruin the Mediterranean Sea," 9 octobre 2014, <https://news.vice.com/article/egypts-expansion-of-the-suez-canal-could-ruin-the-mediterranean-sea> (page consultée le 2 décembre 2016).

⁷ Abaza, M. (2014) "Post January Revolution Cairo: Urban Wars and the Reshaping of Public Space." *Theory, Culture & Society*, publié en ligne le 30 septembre 2014.

⁸ *Ibid.*

⁹ <http://al-ismaelia.com/buildings/>, page consultée le 2 décembre 2016.

> Remettre en cause la réalité

Entretien avec Luc Boltanski

Luc Boltanski est l'un des sociologues actuels les plus reconnus. Il a collaboré avec Pierre Bourdieu au début de sa carrière et est actuellement directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à Paris. Dans les années 1990, il a étudié l'organisation du capitalisme et les nouvelles formes de domination qu'il génère. En 1999, il publie *Le nouvel esprit du capitalisme*, co-écrit avec Ève Chiapello et largement diffusé en France et à l'international. Ses études se sont ensuite tournées vers l'examen des opérations critiques menées par les acteurs, puis vers une sociologie de l'État. La publication en 2009 de *De la critique* vient marquer un tournant dans sa réflexion concernant le rapport entre les institutions et la réalité. Il publie en 2012 *Énigmes et complots*, livre consacré à la genèse et à la diffusion du roman policier depuis le XIX^e siècle au moment de la construction de l'État-nation.

Cet entretien a été mené par **Laura Chartain** et **Marine Jeanne Boisson**, doctorantes à l'EHESS, à Paris. À partir de l'explicitation de la démarche que Luc Boltanski a entreprise dans *Énigmes et complots*, elles reviennent sur les outils et les approches que le sociologue peut développer pour interroger les institutions et formuler une critique à leur égard. Nous présentons ici la version courte d'un entretien plus long publié dans [Global Express](#).



| Luc Boltanski.

LC & MB : *Tout d'abord, comment vous est venue l'idée d'un tel objet de recherche : le roman policier ?*

LB : Je ne suis pas du tout lecteur de romans policiers, ou très peu. Cela m'arrive comme tout le monde d'en lire quand je ne dors pas, mais au fond ce qui m'a intéressé c'est de comprendre pourquoi un tel genre littéraire, qui

n'est pas toujours passionnant et qui donne une vision de la société très conservatrice, en tout cas pour les romans originaux, a eu, tout de suite, un tel attrait, jusqu'à devenir le genre principal de la forme narrative, sous forme de livres, puis sous forme de films policiers et de séries télévisées. Il y a là un problème qui est vraiment intéressant.

Comme j'ai moi-même comme métier de faire des enquêtes et puisque j'ai un fils grand reporter, je me suis interrogé sur les différents types d'enquête. Au moment où j'écrivais le livre éclataient également des affaires et des scandales politiques en France sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Ces affaires et scandales ont donné lieu à des enquêtes et à des contre-enquêtes. Je me suis alors demandé pourquoi l'enquête a pris un tel rôle dans le monde occidental du XX^e siècle. Poser une telle question oblige à s'interroger sur les proximités et les différences entre les différents types d'enquêtes et entre les différentes façons de mener des enquêtes.

LC & MB : *Y avait-il l'idée de faire la genèse du « roman policier » ?*

LB : C'est une vieille approche durkheimienne et aussi d'une autre façon une approche foucauldienne par l'archéologie. On comprend mieux un phénomène quand on le saisit à son origine, avant qu'il ne soit transformé. C'est ce que l'on appelle des effets de champ au sens de

>>

Bourdieu. Il y a d'abord la création d'un nouveau genre, puis des producteurs innovent et tentent de se distinguer les uns des autres dans ce champ. Ils modifient alors le genre. Depuis maintenant un peu plus d'un siècle, il y a eu des styles différents de romans policiers et d'espionnage. Il était donc tentant de retourner à la période où ce genre a fait sa première apparition. J'ai voulu appliquer à l'étude du roman policier une méthode quasi-structurale et interroger les spécificités historiques de l'époque à laquelle ce nouveau genre est apparu. Mais je considère ce livre comme une esquisse, ou plutôt comme un réservoir de problèmes que comme un ensemble de réponses !

LC & MB : Dans *Énigmes et complots*, vous développez l'idée que toute enquête peut être menée par les acteurs sociaux eux-mêmes quand ils constatent un décalage entre la « réalité » telle qu'elle peut être mise en forme par les institutions et le « monde » dont ils font l'expérience au quotidien. Ce décalage peut alors nourrir des désaccords, des doutes et des interrogations de la part des acteurs. Dans le livre vous précisez que « l'énigme consiste en ceci que puisse se manifester dans le fonctionnement de l'ordre social un quelque chose susceptible d'en briser la réalité. »

LB : En effet, l'énigme est la spécificité du roman policier inventé par Edgar Poe. La *Gestaltpsychologie* a aussi travaillé cette idée d'énigme qui naît d'une déchirure dans ce que nous pensions être une réalité stabilisée, qui semblait aller de soi. La base conceptuelle de mon livre repose sur une distinction que j'ai développée dans mon précédent ouvrage, *De la critique*, entre la *réalité* et le *monde*. Elle joue un rôle important dans mon travail. Pour le dire vite, la *réalité* est celle d'un ordre stabilisé et mis en forme par les institutions alors que le *monde* renvoie à tout ce qui peut surgir de manière imprévisible dans l'expérience des acteurs sociaux et remettre en cause la *réalité*.

Cette distinction vise à répondre à certaines des questions posées par le paradigme de la construction sociale de la réalité. Ce problème est posé dans le célèbre livre de Ian Hacking, *The Social Construction of What?* Si tout est construit, depuis quel point de vue saisit-on ces constructions ? Est-ce que la déconstruction, qui accompagne la détermination d'un fait comme étant « socialement construit » ne revient pas toujours, en même temps, à mettre en place une nouvelle construction ? Est-ce que cette approche ne conduit pas à un relativisme généralisé qui, au fond, rendrait arbitraire également le travail du sociologue ? J'ai voulu prendre véritablement au sérieux cette idée d'une construction sociale de la réalité en considérant qu'elle résulte du travail des institutions sociales pour cadrer le réel. En distinguant le *monde* de la *réalité*, on peut ainsi trouver un point d'appui qui permet de saisir les constructions de la réalité depuis les expériences ancrées dans le monde. Cela suppose de mettre à l'écart les théories du sens commun pour lesquelles j'ai un certain scepticisme – celles héritées des Lumières écosais, de Moore, et d'une certaine façon de Schütz.

Il faut partir d'un postulat d'incertitude environnant l'action. Mais, bien sûr, nos expériences sont aussi en partie ancrées dans la réalité ! Pour donner un exemple très simple, quand vous attendez l'autobus, vous vous attendez à ce qu'il arrive tous les quarts d'heure, c'est une expérience ancrée dans des formats de réalité. Il y a l'arrêt de bus, il y a la compagnie de bus et la commune qui a placé l'arrêt de bus et les horaires sur la route. Cependant, il se peut aussi que le bus n'arrive pas pour de multiples raisons qui viennent du monde, qui ne sont pas prévisibles. C'est ainsi qu'une grande partie de nos expériences est aussi ancrée dans le monde et est marquée par l'incertitude. Ces expériences sont plus difficiles à rendre explicites.

Les cadres de l'action mis en forme par les institutions se prêtent à la description et à la totalisation car ils sont déjà objectivés par un travail d'écriture et de comptabilité – réalisé notamment par l'État – qui sélectionne des éléments arrachés au monde. Le monde ne se prête pas à ce travail de totalisation du fait de son caractère incertain, changeant et pluriel. Nous pouvons alors décrire comment les acteurs sociaux se confrontent à ces formats de réalité mis en place par les institutions, comment ils les critiquent, se disputent à leur propos et travaillent à élaborer de nouveaux formats. C'est dans une large mesure à l'explicitation de ce genre d'expérience que sert la critique.

J'ai donc voulu considérer le fait que la construction de cette réalité était liée à la mise en place de dispositifs sociaux, de la part d'institutions, visant à réduire cette incertitude. Dans *Énigmes et complots*, je considère le projet spécifique des États-nations européens, spécialement dans leurs formes démocratiques de la seconde moitié du XIX^e siècle, comme des tentatives pour réellement fournir des cadres à la réalité ou rendre l'action prévisible en prenant appui à la fois sur le droit, c'est-à-dire sur des dispositifs de police au sens de Foucault, sur les sciences de la nature et sur les sciences sociales. C'est une idée dérivée dans une large mesure de l'idée de biopolitique chez Foucault.

Je vais vous donner un autre exemple que j'aime beaucoup et qui m'a beaucoup frappé. C'est une amie à moi, grande gauchiste de notre jeunesse des années 1970 et grande féministe. Elle était dans un mouvement d'ultra-gauche avec d'autres femmes minoritaires et des garçons. Un jour, les filles se regardent et se rendent compte que ce sont elles qui font les enveloppes pour envoyer les tracts et que ce sont elles qui font le café, etc. Qu'est-ce qu'elles font ? Elles se mettent dans le local et elles chassent les garçons. Et elles parlent ensemble pendant 24 heures d'affilée. Et cela a été un moment clé de la naissance en France du féminisme ! Avant, la plupart avaient l'expérience de l'analyse, de la psychanalyse, donc cela ne partait pas de rien. Je pense que ce sont ces mouvements qui amènent à travers l'apprentissage – car pour d'autres cela va être la sociologie, la psychanalyse, l'action syndicale, cela peut être n'importe quel apprentissage – à se saisir d'expériences et à essayer de les faire partager.

>>

LC & MB : Comment le sociologue procède-t-il pour rendre compte de ces expériences des acteurs ?

LB : Le sociologue a besoin d'articuler des instruments de description visant l'objectivité et des points d'appui permettant de jeter un regard critique sur cette réalité. Il ne peut pas s'agir de positions dérivant de morales particulières, parce que ces points d'appui critiques doivent pouvoir prétendre à une certaine universalité, comme je l'ai développé dans *De la critique*. L'une des façons de procéder consiste à suivre les acteurs quand ils se livrent eux-mêmes à la critique. Ces acteurs sont réalistes. Ils tiennent compte de la situation dans laquelle ils agissent et vont jouer sur différents contextes dans lesquels ils tiendront, par exemple, des discours différents. Un employé pourra ainsi se montrer très poli devant son patron et se montrer très critique lorsqu'il rentre à la maison.

Je pense qu'il faut suivre le travail de construction, qu'il faut suivre la façon dont les gens eux-mêmes construisent le monde. Au départ, chaque expérience est particulière, il n'y a que des singularités dans le monde. Les personnes vont ensuite les partager, les mettre en équivalence, leur donner un langage, les transformer en demandes et vont essayer de construire des propositions, des revendications, des modifications de la réalité et des formats sur lesquels repose la réalité. Il est très intéressant de suivre au plus près les opérations de qualification et de critique et la façon dont sont construits et déconstruits les éléments de la réalité. Vous les suivez en lisant des romans, vous les suivez par entretien, vous les suivez en observant des disputes. Le travail sociologique est un travail pour suivre des constructions et des déconstructions, et des tentatives d'établissement de nouveaux formats de réalité.

LC & MB : Selon vous, le sociologue doit-il aller plus loin et quitter le plan de l'action des acteurs et des institutions pour essayer d'analyser le cadre sur lequel il repose ?

LB : Ma position actuelle est qu'il est impossible de faire une sociologie entièrement pragmatique, reposant entièrement sur le suivi des situations. Cela d'ailleurs parce que les acteurs eux-mêmes ne le font pas. Ils savent que leur cadre de vie dépend de décisions sur lesquelles ils ont peu de prise en tant qu'individus et, particulièrement, d'institutions qui disent *ce qu'il en est de ce qui est*. Mais ils peuvent jouer sur les contradictions qui menacent toujours le travail institutionnel de construction de la réalité. Pour revenir à cet exemple simple du bus, ils peuvent, par exemple, démontrer que bien que le bus soit supposé arriver à l'heure, ce n'est pratiquement jamais le cas.

Pour critiquer l'établissement des formats de réalité, le sociologue ne s'appuie pas alors sur une morale particulière mais sur le travail des acteurs pour les mettre en cause et tenter d'en établir de plus justes. Mais le sociologue doit aussi aller plus loin que le suivi des acteurs dans leurs tentatives d'établissement de nouveaux formats de réalité. Il doit mobiliser des outils de totalisation capable d'objectiver ce sur quoi

repose la stabilisation des expériences des acteurs. Il doit alors faire cette opération presque impossible d'accrocher la description de ce type de travail à un jugement normatif. Dans mon livre *De la critique*, j'essaie de décrire comment cette opération a été réalisée dans l'histoire de la sociologie de différentes façons. La thèse que je propose n'est pas tout à fait une « hypothèse » dans la mesure où elle est très difficile à démontrer empiriquement. Je considère que le projet de stabilisation de la réalité dans le cadre de l'État-Nation peut très difficilement aboutir, car il est constamment compromis par des flux associés au développement du capitalisme. Ces flux menacent les efforts visant à homogénéiser la réalité autour d'un territoire et d'une population. L'analyse des efforts étatiques pour homogénéiser territoires et populations a fait l'objet de nombreux travaux, notamment par Gérard Noiriel, sur le renforcement des frontières, sur les papiers d'identité, sur l'unification linguistique. Dans le cas de la France, cela a fait l'objet d'un magnifique travail, mené par Jacques Revel, Dominique Julia et Michel de Certeau il y a 30 ans. On retrouve ici une opposition deleuzienne entre les territoires et les flux puisque ce projet d'État-nation est sans arrêt déstabilisé par des flux liés, notamment, au fonctionnement du capitalisme. Dans les contextes où naissent les formes du roman policier et du roman d'espionnage, c'est avant tout l'État-nation qui a la capacité et l'ambition de construire la réalité.

LC & MB : Cela demande-t-il au sociologue de s'extirper au-delà du cadre de l'État-nation et d'inventer de nouveaux modes de totalisation capables de saisir l'établissement et la déstabilisation de ce cadre ?

LB : Oui, c'est mon avis. Pourquoi est-ce que je me suis intéressé à l'histoire des romans policiers en relation avec la formation du cadre de l'État-nation ? Pourquoi est-ce que j'ai pu le faire ? Je pense que si j'ai pu le faire, c'est parce que nous sommes dans une période dans laquelle ce cadre est très fortement en crise. Du même coup, on peut observer ce cadre depuis une extériorité, même s'il est difficile de qualifier cette extériorité. Mais par une expérience de pensée, on peut au moins sortir de ce cadre étatique et national. Je pense qu'un problème central de la sociologie aujourd'hui, c'est que l'architecture de la sociologie, spécialement en France, mais pas seulement, dépend largement de la construction de l'État-nation mis en place à la fin du XIX^e siècle. C'est pour cela que vous avez une sociologie anglaise, une sociologie allemande, une sociologie française... Aujourd'hui, comme nous sommes dans une période de déclin et de transformation très importante de ce cadre, toute une partie des outils de la sociologie ne fonctionnent plus et demandent à être reconstruits pour saisir la façon dont de nouveaux cadres de stabilisation du réel et des critiques émergent au-delà des frontières nationales. C'est ce que vous allez faire, vous qui entrez dans ce métier de sociologue ! ■

Toute correspondance est à adresser à :
Luc Boltanski <boltanski@ehess.fr>
Laura Chartain <laurachartain@gmail.com>
et Marine Jeanne Boisson <boisson.marine@hotmail.fr>

> En Afrique du Sud, un institut hors du commun

Interview de Sarah Mosoetsa



| Sarah Mosoetsa.

Les universités sud-africaines ont dû relever d'énormes défis avant de parvenir à surmonter l'héritage laissé par l'apartheid. Si les mouvements de contestation étudiante qui ont émergé ces dernières années (tels que #RhodesMustFall et #FeesMustFall) ont montré à la fois l'ancrage et la complexité de cet héritage, ils ne devraient cependant pas détourner notre attention d'un certain nombre d'initiatives résolument innovantes actuellement à l'œuvre dans les universités sud-africaines. Parmi ces initiatives, l'Institut national des sciences humaines et sociales (National Institute of the Humanities and Social Sciences, ou NIHSS) apparaît comme une grande réussite. De par son envergure et son ambition, le NIHSS n'a guère d'équivalent ailleurs en Afrique. L'Institut, financé par le Département de l'Enseignement supérieur et de la Formation, s'emploie à préparer la prochaine génération d'universitaires en apportant son soutien économique à des centaines d'étudiants en doctorat, en contribuant à la diffusion de travaux importants auprès d'un public plus large, et en encourageant le dialogue sur le passé et l'avenir de l'Afrique du Sud. **Sarah Mosoetsa**, professeure de sociologie à l'Université du Witwatersrand, a été l'inspiratrice de cet institut, qu'elle dirige actuellement. Son ouvrage *Eating from One Pot* (2012), dans lequel elle décrivait les stratégies déployées par les familles pour survivre dans le contexte des fermetures d'usines, avait été largement salué par la critique. Dans l'interview qui suit, Sarah Mosoetsa explique à sa collègue de l'Université du Witwatersrand **Michelle Williams**, les difficultés et les réalisations du NIHSS.

MW : Comment est né le NIHSS ?

SM : Je voudrais commencer par poser le cadre historique. En 2010, le professeur Ari Sitas et M. Bonginkosi Nzimande, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Formation, m'ont proposé de faire partie d'un comité de travail composé de deux personnes, chargé d'évaluer la situation des sciences humaines et sociales au sein de notre système d'enseignement supérieur. Le ministre craignait

que les sciences humaines et sociales aient été reléguées au second plan face aux « STIM » (science, technologie, ingénierie et mathématiques). Le sentiment dominant était que les sciences humaines et sociales n'étaient pas à l'avant-garde de la transformation du pays. Le mandat qui nous était confié était large, avec notamment une mission d'information à partir de conversations avec des universitaires de tout le pays. Le professeur Sitas en était le directeur, et moi-même son adjointe.

>>

Notre comité commandité par le ministère s'est donc rendu dans toutes les universités du pays pour engager un dialogue sur les sciences humaines et sociales avec les enseignants, doyens d'université et directeurs de facultés et de départements. Ce que nous avons appris était révélateur. Les sciences naturelles sont certes importantes, mais leur essor s'est fait au détriment des sciences humaines et sociales, provoquant une scission au sein de l'enseignement supérieur. Mais nous avons également découvert des histoires fascinantes d'expériences réussies dans les sciences humaines et sociales.

MW : C'est donc de là qu'est né l'Institut ?

SM : Oui. Notre comité de travail a rédigé un rapport intitulé *Charter for Humanities and Social Sciences* pour exposer les difficultés auxquelles étaient confrontées les sciences humaines et sociales et surtout proposer des pistes de réflexion pour doter celles-ci d'un nouvel élan. Parmi les propositions contenues dans la charte, nous recommandions de créer un Institut national des sciences humaines et sociales (NIHSS). Lorsque le ministre a approuvé la Charte, nous nous sommes immédiatement mis au travail pour fonder le NIHSS, qui a officiellement vu le jour en décembre 2013. Une fois nommés les membres du conseil d'administration, on m'a demandé en mai 2014 d'en être la présidente-directrice générale par intérim. C'est à ce moment-là que j'ai commencé, en collaboration avec le conseil d'administration, à mettre au point l'Institut, en décidant notamment quels en seraient les projets phares.

MW : Le NIHSS englobe toute une série de programmes différents. Pouvez-vous nous parler de ces programmes ?

SM : Il existe actuellement sept grands programmes. Je voudrais commencer par celui de recherche doctorale, qui se trouve au cœur de la mission de l'Institut. Chaque année, nous accordons 150 bourses de trois ans à des étudiants en doctorat de nationalité sud-africaine. Pour l'octroi des bourses, nous travaillons en étroite collaboration avec les directeurs des facultés de sciences humaines de toutes les universités publiques du pays. Ceux-ci, en suivant leurs propres processus de sélection, nous transmettent une liste des étudiants dont ils souhaitent financer les recherches ; le NIHSS applique ensuite ses propres critères pour sélectionner les étudiants de la liste qui bénéficieront d'une bourse. Il s'agit d'un processus transparent qui débute par un appel annuel à propositions à l'attention des étudiants en doctorat de toutes les universités du pays. Les bénéficiaires sont à 80% des Noirs de nationalité sud-africaine et à 60% des femmes. À la fin de l'année 2016, 451 bourses de doctorat avaient été accordées, auxquelles il faut ajouter 111 bourses accordées à des ressortissants d'autres pays du continent africain.

MW : C'est un élément intéressant : vous financez donc également des étudiants d'autres pays d'Afrique ?

SM : Oui, nous disposons d'un programme spécifique, le *African Pathways Programme* (APP), qui tient compte du fait que l'Afrique du Sud accueille de nombreux doctorants originaires d'autres pays africains. Grâce à l'APP, nous sommes en mesure d'offrir chaque année 37 bourses de trois ans – l'idée étant de chercher de l'inspiration ailleurs sur le continent tout en travaillant ensemble pour développer et dynamiser le NIHSS. Il nous paraissait important de dépasser les héritages historiques et de contribuer à développer la collaboration avec nos homologues africains.

MW : Pouvez-vous nous en dire plus sur cette collaboration ?

SM : En tant qu'institut de création récente, il nous fallait travailler avec d'autres organismes sur le continent, qui pour la plupart n'avaient jamais connu d'initiative semblable à celle du NIHSS. Nous avons donc établi un partenariat avec le CODESRIA (Council for the Development of Social Science Research in Africa) pour nous aider à sélectionner les étudiants et développer le travail de collaboration avec le continent. Ce partenariat est un grand succès.

Le NIHSS a également lancé un programme intitulé *African Pathways Mobility*, inspiré du programme européen Erasmus Mundus, mais à la mode sud-africaine. Cette initiative a pour objet d'encourager enseignants et étudiants à explorer le continent à la recherche de nouvelles idées et de nouveaux domaines de recherche. Nous finançons des voyages de recherche dans l'objectif de nouer de nouveaux contacts, d'établir des réseaux de recherche et d'assurer une collaboration au niveau de l'enseignement et de la recherche.

MW : Pour en revenir à l'Afrique du Sud, avez-vous eu du mal à trouver autant de doctorants ?

SM : C'est une question intéressante. En effet, les deux premières années (2013-2015), il nous fallait apporter la preuve qu'il y avait bien des étudiants à financer et que nous étions en mesure de les intégrer à notre programme de bourses. À présent, notre objectif principal consiste à nous assurer de la qualité des étudiants sélectionnés et qu'ils mènent effectivement leur doctorat à terme. En Afrique du Sud, nous avons un taux de défection semblable à celui de nos étudiants inscrits dans des programmes internationaux, où seuls environ 50% obtiennent leur doctorat. Nous avons donc mis en place un programme de tutorat censé améliorer le rendement des étudiants.

MW : Voilà un point important. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce programme de tutorat ?

SM : Vingt-et-un professeurs en activité ou retraités ont été nommés dans différentes provinces du pays pour travailler avec les étudiants. Par exemple, dans la province du Cap occidental, nous avons créé une formation doctorale régionale dotée de deux « mentors ». Ceux-ci sont en contact régulier

avec les étudiants, auxquels ils apportent des conseils et un sentiment d'appartenance à une communauté. Ils proposent des ateliers à portée générale, où sont abordées des questions de méthodologie, de théorie et de rédaction. Ces mentors servent de référence et partagent avec les étudiants leur vaste expérience, mais les étudiants apprennent également les uns des autres. Nous estimons en effet que l'apprentissage par les pairs est capital. Préparer un doctorat est une expérience très solitaire. Ce programme permet de constituer un groupe et de développer un sentiment de solidarité entre les étudiants. Nos mentors, faisant preuve d'une admirable générosité, ont beaucoup donné d'eux-mêmes pour permettre ces changements dans nos universités. Nous avons su exploiter les compétences et le savoir-faire de professeurs émérites tout en leur donnant l'occasion d'être partie prenante dans ce processus de transformation.

MW : Le NIHSS soutient-il la recherche au-delà de l'aide apportée aux doctorants ?

SM : Oui, en effet, nous avons ce que nous appelons le *Catalytic Research Program*, qui finance des travaux de recherche innovants et de pointe, en encourageant les chercheurs à aller au-delà des problématiques habituelles et à explorer de nouveaux modes de pensée, de nouvelles méthodologies et de nouveaux réseaux. Les projets de recherche de ce type ne sont habituellement pas financés par les organismes de financement traditionnels, tandis que le NIHSS soutient précisément la recherche qui sort des sentiers battus. Par ailleurs, nous constatons que les chercheurs en sciences humaines et sociales écrivent des livres, alors que les principaux organismes de financement privilégient les travaux destinés à être publiés dans des revues. Grâce à ce programme, nous soutenons également les travaux d'étudiants en licence et master.

MW : Cela ne doit pas être évident de faire publier ce type de travaux qui « sortent des sentiers battus ». Êtes-vous également en mesure d'aider à leur publication ?

SM : Comme je l'ai dit précédemment, notre rôle ne se limite pas à lancer des projets de recherche et les financer, et à délivrer des bourses de doctorat. Nous constatons que d'excellents travaux ne sont pas publiés parce qu'en dépit de leur qualité, les éditeurs ne les considèrent pas comme « financièrement viables ». Notre Institut n'indique pas aux éditeurs ce qu'ils doivent publier mais apporte son soutien à la publication de manuscrits qui sont en adéquation avec notre mission. Les manuscrits passent évidemment par toutes les étapes de révision par les pairs exigées par l'éditeur mais nous participons aux coûts de publication, soit en nous engageant à acheter un certain nombre d'exemplaires, soit en contribuant directement au financement du processus de production. Nous finançons également des publications issues de conférences.

L'une des initiatives dont je suis la plus fière consiste en un prix national du livre et de la créativité en sciences humaines

et sociales, qui a été décerné pour la première fois en mars 2016. Six prix ont été remis, en fonction du type de travaux (livres de fiction et essais, ouvrages collectifs, médias numériques et art). Les candidats doivent être des universitaires basés dans les universités sud-africaines. Pour la première remise de prix, qui récompensait des livres publiés en 2013 et 2014, nous avons reçu un nombre considérable de propositions, ce qui montre bien que les sciences humaines et sociales sont actuellement en plein essor. La prochaine remise de prix est prévue en mars 2017.

MW : L'Afrique du Sud compte depuis longtemps des universitaires engagés dans la vie publique. Avez-vous l'intention d'encourager les universitaires à participer par leurs idées et leurs travaux à la sphère publique ?

SM : De fait, nous avons ce que nous avons appelé le *Humanities Hub Program*, qui finance des recherches menées en dehors du milieu universitaire traditionnel et encourage de nouveaux espaces de production du savoir. Nous menons une expérience pilote à Liliesleaf Farm, une ancienne ferme qui est aussi un haut lieu de mémoire puisqu'elle a abrité pendant les années 60 le mouvement clandestin de libération et que c'est là qu'ont été arrêtés les dirigeants accusés lors du procès de Rivonia. Beaucoup d'universitaires, qu'il s'agisse d'enseignants ou d'étudiants, ignorent malheureusement l'existence de ce lieu. Le projet consiste à transformer ce lieu historique en dépositaire de savoir et à apporter de nouveaux éclairages sur notre histoire. Nous y organisons ainsi un colloque axé sur la Charte de la liberté, où peuvent s'exprimer des points de vue différents sur l'histoire, et qui permet de promouvoir le dialogue entre chercheurs, spécialistes sur le terrain et autres. Comme vous le dites, le mouvement de libération nous a appris que de grandes idées peuvent surgir de l'échange entre le milieu universitaire et les intellectuels hors de l'université.

MW : Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ces initiatives engagées dans la sphère publique ?

SM : Nos *humanities hubs* (pôles des sciences humaines) ont pour objectif d'intéresser les lycéens aux sciences humaines et sociales. Par exemple, des groupes de lycéens ont été conduits en car à Liliesleaf Farm afin de les mettre en contact avec l'histoire qui y est exposée. Il s'agit d'une nouvelle manière d'enseigner et d'exposer la jeune génération à notre histoire. Mais tout le monde ne pouvant pas se rendre à Liliesleaf Farm, nous avons mis en place une exposition itinérante qui se déplace sur d'autres sites, tels que l'Université d'Afrique du Sud, l'Université du Venda et l'Université du Limpopo.

Il s'agit d'appréhender autrement le parcours des sciences humaines et sociales, à la fois pour nous-mêmes et au regard du reste du monde. Cela permet d'établir des dialogues différents autour de l'histoire, de nous-mêmes, et de la Charte de la liberté. Nous avons mis sous forme de tableau la Charte de

>>

la liberté, en incluant une colonne pour les suggestions. Deux questions étaient posées : 1) Si vous deviez réécrire la Charte de la liberté, qu'ajouteriez-vous ? Et 2) à quelle clause de la Charte de la liberté tenez-vous le plus ? Nous avons reçu des réponses extraordinaires, et cela a fait émerger beaucoup de questions, sur des thèmes comme le chômage, la pauvreté, etc. Le projet de Liliesleaf Farm était une expérience pilote, et nous projetons de mettre en place ailleurs d'autres « pôles des sciences humaines » inspirés du même modèle.

MW : L'Institut participe-t-il à des programmes internationaux ?

SM : Par le biais de notre réseau Sud-Sud, nous avons lancé et finançons un programme de recherche Inde-Afrique du Sud en partenariat avec le Conseil indien pour la Recherche en Sciences sociales (ICSSR), et des partenariats du même type sont actuellement à l'étude avec le Brésil et d'autres pays.

Nous coordonnons également le groupe de réflexion sud-africain pour les BRICS (le groupe des cinq principales économies émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Le groupe comprend plusieurs branches : entreprises, monde universitaire, société civile. Nous avons la responsabilité de la branche universitaire, ce qui implique d'organiser des forums avec les cinq pays, suivis de la réunion du Sommet annuel des BRICS. Cette année, le Forum universitaire est organisé en Chine, et en 2018 il le sera en Afrique du Sud. Ces rencontres sont axées sur l'élaboration des politiques publiques et le conseil aux gouvernements. Les thèmes traités varient (par exemple, la sécurité sociale, la santé, l'éducation ou l'énergie) et sont déterminés par le pays organisateur. Ces forums servent de base aux sommets des BRICS, et visent à fournir des conseils en matière d'élaboration des politiques auprès des chefs d'État des cinq pays membres. C'est à nos yeux un domaine important qui permet de créer des liens plus étroits entre recherche scientifique et action politique.

MW : Ce que vous avez accompli, en un temps aussi court, me paraît incroyable. Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées ?

SM : Je crois que nous avons beaucoup progressé en chemin. L'Institut n'existe que depuis trois ans et nous avons déjà réalisé un travail énorme. Il est intégralement financé par le Département d'Enseignement supérieur et de Formation mais le fait même de travailler au sein d'un organisme gouvernemental a été très compliqué. À tout moment, nous avons eu la chance de pouvoir compter sur le soutien d'un certain nombre de personnes clés du Département d'Enseignement supérieur et de Formation, qui ont su faire adopter nos projets malgré les pesanteurs bureaucratiques. Sans leur aide, rien n'aurait pu être réalisé. Cela a également été une aventure essentiellement collective, vécue en étroite collaboration avec le conseil d'administration du NIHSS.

Au début, nous nous sommes heurtés à l'opposition de certains universitaires comme de certaines universités, qui craignaient à la fois que nous remplacions des entités existantes et détournions des fonds en provenance des universités, et que cette initiative donne au Ministère de l'Enseignement supérieur un contrôle sur les départements de sciences humaines et sociales. Toutes ces réserves ont été mises sur la table et débattues, et nombre de nos détracteurs initiaux font désormais partie de nos principaux défenseurs. Le NIHSS est une entité juridique qui rend des comptes auprès d'un conseil d'administration indépendant. Dès le départ, il a été établi de manière très claire que l'Institut n'allait pas concurrencer les entités existantes mais au contraire compléter le travail qu'elles réalisaient déjà.

Certaines des difficultés rencontrées au quotidien tiennent au fonctionnement même des programmes mis en place. Certains de nos systèmes internes ne sont pas encore tout à fait au point. Par exemple, nous sommes actuellement en train de tester une nouvelle application pour notre programme de tutorat, qui permettra de faciliter la communication entre mentors et étudiants. En tant que jeune organisation, nous avons beaucoup appris. Je pense qu'entre trois et cinq années sont nécessaires pour véritablement tout mettre en place et en ordre de fonctionnement. Nous sommes satisfaits de ce que nous avons accompli à ce jour.

MW : Comment voyez-vous l'avenir du NIHSS ?

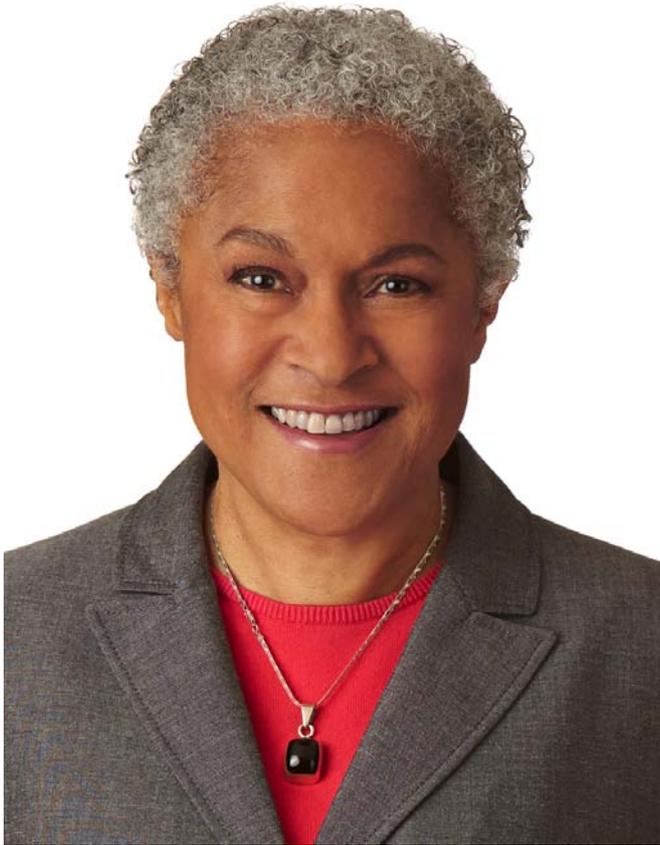
SM : Je crois que c'est incroyable que nous ayons réussi en aussi peu de temps à faire du NIHSS une réalité. Le ministre a joué un rôle capital, mais il n'est pas le seul. Il s'intéresse de près à nos projets, lit nos documents, nous mobilise, nous sollicite et nous soutient, et c'est ce qui a permis à l'Institut de se développer. Pour le NIHSS, cela a été un atout considérable. Certains se demandent ce qui se passera si le ministre s'en va. La vie politique est par définition mouvante, ce qui est évidemment un problème, mais nous travaillons dur pour prouver l'utilité et la qualité de notre travail sur le long terme. Le financement est assuré jusqu'à 2019-2020. Dans l'intervalle, nous espérons voir 300 doctorants terminer leur doctorat, et prévoyons d'organiser un minimum de quatre cycles de distribution de prix et de contribuer financièrement à la publication d'au moins 40 livres. Si ces objectifs sont atteints, alors nous aurons fait notre travail. Aucune autre entité n'en aura fait autant en un laps de temps aussi court.

Je me réjouis de constater l'accueil positif réservé à notre Institut par les sciences humaines et sociales en Afrique du Sud. J'ai été agréablement surprise par les réponses que nous avons reçues des universitaires sollicités pour réviser les propositions, faire parti des jurys, conseiller les étudiants en doctorat, etc. Nous n'avons essuyé aucun refus. La communauté scientifique nous considère comme un atout important. ■

Toute correspondance est à adresser à Sarah Mosoetsa <mosoetsa@nihss.ac.za> et Michelle Williams <Michelle.Williams@wits.ac.za>

> La représentation des femmes afro-américaines

Interview de Patricia Hill Collins



| Patricia Hill Collins.

Patricia Hill Collins est professeure émérite de sociologie à l'Université du Maryland et ancienne présidente de l'Association américaine de Sociologie. Sociologue de renom aux États-Unis, elle est connue pour avoir développé différents concepts qui sont liés, comme celui des « oppressions multiples », de « l'intersectionnalité » et de « l'outsider within », d'abord dans son désormais classique *Black Feminist Thought* (1990), puis dans *Fighting Words* (1998) et *Black Sexual Politics* (2006). Nous publions ci-après des extraits d'une interview menée par **Labinot Kunushevc**, étudiant en master à l'Université de Pristina (Kosovo).

LK : Selon vous, quelle est la méthodologie théorique et empirique la plus appropriée pour faire des recherches sur les inégalités sociales ?

PHC : De mon point de vue, tout commence par une analyse du « discours dominant », or le discours dominant en Occident repose sur une multitude de savoirs qui forment un ensemble apparemment hégémonique d'idées et de pratiques. Ce discours dominant pose les termes du débat : ce qui compte, ce qui a valeur d'évidence, et ce qui peut être considéré comme secondaire et donc ignoré. Aux États-Unis, le discours dominant est façonné à l'intersection de systèmes de pouvoir tels que la race, la classe sociale, le genre, la sexualité et la nation. Dans mon travail, je me suis intéressée à la façon dont le racisme, le sexisme, l'exploitation de classe et l'hétérosexisme contribuent à orienter le vécu des différents groupes sociaux. L'expérience des

femmes afro-américaines a été le point de départ pour aborder ces problématiques plus générales du pouvoir et du savoir, mais ce n'est qu'un point de départ.

Je considère que les femmes afro-américaines sont confrontées à une série de problèmes sociaux qui se trouvent à l'intersection de multiples systèmes de pouvoir. Prenons les violences, par exemple. Les violences domestiques que subissent les femmes noires de la part de leurs partenaires, maris et pères s'inscrivent dans un contexte de violences raciales à l'encontre des Noirs autorisées par l'État, qui font partie de l'héritage de l'esclavage et de la discrimination raciale. Les deux formes de violence sont étroitement liées et s'expliquent l'une l'autre. Dans mes recherches sur le féminisme noir, je m'intéresse à la position d'intellectuelles et activistes noires comme Angela Davis, June Jordan et Kimberlé Crenshaw, qui ont systématiquement attiré l'attention

>>

sur le fait que les problèmes sociaux auxquels sont confrontées les femmes noires ne sauraient être résolus tant qu'on ne prendra qu'un seul système d'oppression en considération. À partir de l'expérience particulière des femmes afro-américaines, des intellectuelles féministes noires ont soulevé la question de la simultanéité des différentes formes d'oppression, ouvrant ainsi la voie à tout un riche domaine de recherche et d'action politique désormais connu sous le terme d'*intersectionnalité*.

La conjugaison de plusieurs systèmes de pouvoir qui oriente le discours dominant d'une société donnée peut varier. Par exemple, les systèmes croisés de pouvoir que j'étudie aux États-Unis – ceux de la race, de la classe sociale, du genre, de la sexualité et de la citoyenneté (nationalité) – se rapportent à l'histoire particulière des États-Unis. J'ai le sentiment qu'une nation qui vient de naître comme la vôtre, le Kosovo, comporte d'autres intersections, par exemple, entre l'appartenance ethnique, la classe sociale et la religion, qui revêtent une importance particulière au regard de l'histoire du Kosovo. Il ne faut pas oublier que, indépendamment des différentes histoires qui reflètent différentes configurations de rapports de pouvoir, les groupes constitués par les élites exercent leur influence à la fois sur le discours dominant dans son ensemble et sur les termes du savoir qui en découlent. Ces groupes peuvent varier d'une société à l'autre, mais les rapports de pouvoir à l'origine des inégalités sociales signifient que seules certaines personnes ont la possibilité d'influer sur le discours dominant, bien que tous les membres de la société subissent, d'une manière ou d'une autre, l'influence de ce discours.

La question de savoir quelle serait la méthodologie théorique et empirique la plus appropriée dépend de manière générale du positionnement de chacun dans le cadre des rapports de pouvoir résultant de la production du savoir, et plus particulièrement des corpus de savoirs que chacun souhaite aborder. Pour ma part, j'ai choisi de m'intéresser à l'aspect théorique, car j'estime que c'est en partant des fondements épistémologiques de la recherche que l'on parvient au cœur du pouvoir. Dans mon travail théorique, j'étudie les dimensions variables des rapports de pouvoir entrecroisés, et plus particulièrement la manière dont ils influent sur le savoir. À cet égard, l'intersectionnalité se révèle un outil d'analyse utile pour étudier les inégalités sociales, à la fois dans le discours scientifique et dans le domaine politique.

LK : Quel rôle joue dans l'oppression et la libération des femmes leur représentation dans les médias, et dans quelle mesure cela a-t-il des répercussions sur la participation des femmes à la vie publique et politique ?

PHC : Toutes les femmes sont soumises aux représentations imposées par les médias, qui offrent des scénarios sociaux indiquant comment être féminine. Pourtant,

les sociétés étant chacune très différentes les unes des autres, les images de la femme idéale varient aussi considérablement. Aux États-Unis comme dans d'autres sociétés multiculturelles semblables, les représentations des femmes dans les médias varient en fonction de différentes combinaisons entre race, identité sexuelle, appartenance ethnique, classe sociale et statut de citoyen. La femme blanche de classe moyenne, hétérosexuelle et de nationalité américaine est présentée comme le type idéal pour les femmes appartenant aux autres groupes. Il s'agit là d'un idéal, d'une représentation, d'une construction sociale, et non d'une catégorie existante de personnes. Cet idéal féminin était traditionnellement associé à la figure de la mère au foyer, mais depuis un certain nombre d'années il a été actualisé pour inclure les femmes actives occupant des postes qualifiés. Dans une société multiculturelle, plus les autres groupes de femmes se rapprochaient de cet idéal, mieux elles étaient considérées.

Dans *Black Feminist Thought*, j'analyse comment les femmes afro-américaines affrontent quatre grands stéréotypes : (1) celui de la mule, c'est-à-dire de la femme qui travaille comme un animal sans jamais se plaindre ; (2) celui de la séductrice, la femme très sexy, souvent décrite comme une prostituée ; (3) celui de la nurse, à savoir la femme noire employée de maison à la loyauté sans faille ; et enfin (4) celui de la *lady* noire, qui a fait des études et a renoncé à une vie de famille pour faire carrière. Ces représentations, loin d'être d'anodins stéréotypes ou de vagues survivances de pratiques passées de racisme, de sexisme et d'exploitation de classe, sont au contraire des images qui permettent d'exercer une domination dans la mesure où elles fournissent des scénarios sociaux sur la façon dont il faut considérer et traiter les femmes noires. Qui plus est, ce sont des scénarios sociaux que les femmes noires elles-mêmes sont censées intérioriser.

Les mouvements féministes, et plus généralement les mouvements de défense des droits des femmes, ont cherché à ébranler ces représentations et les rapports de pouvoir qu'elles impliquent. À partir du moment où les femmes, quelle que soit leur race ou leur origine ethnique, rejettent ces représentations d'elles-mêmes comme étant d'oisives femmes au foyer, des « mules » acceptant d'être mal rémunérées et de n'avoir aucune sécurité de l'emploi, ou des servantes dévouées à leur employeur ou employeuse, elles intègrent la sphère publique avec une conscience profondément transformée. De ce point de vue, les idées et l'activisme sont intimement liés. Un changement dans les représentations des femmes peut entraîner un changement de leurs comportements, lequel à son tour peut susciter de nouvelles manières de voir les femmes dans la sphère publique. ■

Toute correspondance est à adresser à Patricia Hill Collins <collinph@umd.edu> et Labint Kunushevcii <labintokunushevcii@gmail.com>

> Après Lee Kuan Yew

Vineeta Sinha, Université nationale de Singapour, et Vice-Présidente de l'ISA pour les Publications (2014-2018)



Des bouddhistes chinois du Temple Guanyin offrent des bâtonnets d'encens dans le temple hindou voisin Sri Krishnan. Photo de Daniel Goh.

L'impérieuse figure de feu Lee Kuan Yew, premier Premier ministre de la République de Singapour, semble avoir joué un rôle déterminant dans l'existence même et l'identité de ce petit État insulaire. Le style de gouvernance propre à Singapour, qui est associé au personnage de Lee Kuan Yew et s'est développé avec lui, a été qualifié d'« autoritarisme pragmatique », d'« autoritarisme doux », de « despotisme éclairé », voire de « dictature bienveillante ». Dans le discours officiel, les principes de la méritocratie, du multiculturalisme et de l'État de droit sont défendus comme les garants d'un gouvernement intègre, d'une bureaucratie efficace, de la modernisation, du développement et de la prospérité économiques, et de l'un des revenus par habitant les plus élevés du monde. Au nom de l'acceptation des différences socioculturelles entre les groupes ethniques présents à Singapour, et du principe d'« égalité » entre tous (cf. l'article de Noorman Abdullah, « Le multiracialisme, et après ? », publié dans ce numéro), les autorités mettent en avant non pas

l'équivalence numérique mais l'égalité des chances, rejetant toute discrimination ethnique institutionnalisée et privilégiant le mérite. Or face à ce puissant credo, il est devenu difficile, si ce n'est impossible, ne serait-ce que d'élaborer un discours sur les différences raciales et le racisme. Les considérations politiques et les contradictions d'une méritocratie calibrée ont été rendues invisibles (cf. l'article de Youyenn Teo, « La méritocratie, et après ? », dans ce numéro).

L'action politique à Singapour se caractérise par un style de gestion et d'administration qui donne la priorité à la planification, à l'efficacité, au contrôle et à la réglementation. Le fonctionnement au quotidien de la société singapourienne se trouve encadré par une bureaucratie considérée à l'abri de pratiques frauduleuses et de la corruption – une bureaucratie qui fonctionne de manière efficace, peut-être trop efficace. Cette « infrastructure » héritée des Britanniques a été perfectionnée et méticuleusement reproduite par la classe dirigeante singapourienne afin de renforcer la stricte adhésion

à une conduite régie par la loi – une position qui serait à même à la fois d'impressionner et de déranger Max Weber. Ces principes fondateurs d'une gouvernance centralisée et d'une participation étroite à tous les domaines de la société ont nécessité une machine étatique toujours plus importante et l'appui de tout un réseau d'organisations bureaucratiques. C'est précisément par le biais de ces institutions de médiation que les autorités cherchent à mettre en œuvre une politique qui a un impact sur la vie quotidienne des Singapouriens, et qui, inévitablement, est édictée sous le couvert d'une idéologie autoritaire et pragmatique. Au sujet de la « culture du contrôle » de Singapour, Carl Trocki indiquait que l'État postcolonial exerce plus d'autorité et « se charge de [...] l'ensemble de la gestion et de la surveillance de la société ». Chua Beng Huat et Kwok Kian Woon notent eux aussi qu'à Singapour depuis l'indépendance, « l'intervention grandissante de l'État et [...] la concentration du pouvoir au sein de la machine étatique » ont réduit encore plus l'autonomie des citoyens

dans différents domaines de leur vie quotidienne.

Dans le milieu scientifique comme dans l'opinion publique, Singapour est considéré comme intimement et inextricablement lié à Lee Kuan Yew et à sa façon autoritaire et intransigeante de faire de la politique. Les habitants de Singapour sont souvent décrits comme conservateurs, timorés, dociles et passifs. Ils se montrent pourtant depuis longtemps critiques vis-à-vis d'un mode de gouvernance vertical qui consiste à « utiliser un marteau pour ouvrir une noix » – suivant une image qui fait partie intégrante du discours officiel à Singapour.

Qu'en est-il du rapport entre les structures politiques et les sciences sociales ? La sociologie singapourienne, elle aussi, a surtout été perçue au travers du prisme de Lee Kuan Yew. Depuis l'indépendance, les dirigeants politiques du pays ont donné la priorité à la croissance économique – répondant en cela aux besoins d'un pays nouvellement indépendant où le développement économique et un certain nombre de transformations sociales apparaissent comme urgents. La recherche en sciences sociales (en grande partie financée par le gouvernement) était appelée à être « utile » et à servir le projet de création d'un État, voire à contribuer directement au processus de modernisation. Depuis 1970 jusqu'à dans les années 90, la production scientifique des spécialistes en sciences sociales a eu pour objet d'apporter des informations sur les rapides changements socioculturels, économiques et politiques du pays, suivant les priorités d'un État-nation aux prises avec une population multiethnique et multireligieuse.

Ces dernières années, cependant, cette adéquation – toujours relative – entre les spécialistes des sciences sociales et les intérêts nationaux est devenue plus précaire. Les sociologues singapouriens ont commencé à remettre en question la version officielle, sur des questions comme le

multiculturalisme, la méritocratie, la famille, le néolibéralisme, la mondialisation, l'histoire nationale, la multireligiosité et l'harmonie religieuse, l'absence de pauvreté et d'inégalités, etc. Suivant une nouvelle orientation, l'État s'applique désormais à mettre en place des structures indépendantes de recherche au sein de ses différents ministères – une évolution qui pourrait le conduire à avoir moins recours à la recherche menée dans les universités.

Comme on pouvait s'y attendre, la disparition de Lee Kuan Yew en 2015 a suscité des réactions viscérales chez de nombreux Singapouriens, la nation pleurant la perte de celui qui avait été à la fois l'architecte et le capitaine du Singapour moderne. Mais il est également intéressant de constater que sa mort a été d'une certaine manière un moment libérateur, à partir duquel les habitants avaient le sentiment d'être affranchis des restrictions et de l'hyper-réglementation et d'accéder aux libertés, y compris aux libertés politiques.

Une bonne dose d'imagination sociologique est cependant nécessaire pour tempérer cette note presque euphorique. En tant qu'ethnographe qui exerce mon métier à Singapour, mes recherches sur les religions sont en fait basées sur la primauté et l'efficacité de la vie quotidienne. Étant donné le degré d'organisation générale de la vie sociale et politique à Singapour, les domaines sacrés s'inscrivent eux aussi dans une mentalité fortement rationalisée, encadrée par des limites bureaucratiques, administratives et législatives. Le caractère unique du paysage religieux à Singapour, en particulier sa tradition bureaucratique et ses répercussions sur les manifestations de la religiosité, méritent que nous nous y intéressions (cf. dans ce numéro, l'article de Francis Lim, « État laïque et pluralisme religieux »).

Le caractère interventionniste de l'État singapourien se trouve à l'origine de mon travail, dans lequel je cherche à

représenter le « désordre » du paysage religieux à Singapour en montrant ce que j'appelle les « jungle temples » (des sites sacrés situés dans des espaces protégés leur permettant d'échapper au contrôle des autorités) et la sphère des fêtes religieuses et des lieux de culte – ce qui permet de faire apparaître l'enchevêtrement des pratiques religieuses des Singapouriens, qu'ils soient hindous, taoïstes, bouddhistes ou catholiques. Tandis que les pratiquants recréent des espaces sacrés et une conscience sacrée dans des espaces fortement circonscrits, la topographie du Singapour urbain met en évidence le « chaos » et le « désordre » qui ont cours dans le domaine religieux : des processions religieuses ont été célébrées dans des stades, et des fêtes religieuses dans des piscines. Ce refus de frontières clairement définies entre le sacré et le profane, et entre le privé et le public, a caractérisé le domaine religieux à Singapour tout au long du règne autoritaire de Lee Kuan Yew. Cette appréciation différente de la sphère religieuse et de sa participation à la vie politique se heurte à la vision dominante de Singapour comme cité aseptisée et sur-réglémentée.

Dès lors, que dire de la capacité des citoyens à résister au quotidien aux structures officielles ? Malgré la présence appuyée de structures bureaucratiques et une politique interventionniste, le domaine religieux à Singapour se caractérise par un fort désir d'expérimentation en matière religieuse. Si l'interventionnisme des autorités reconfigure effectivement la sphère religieuse, il n'empêche pas toute innovation et créativité religieuses. Le fait de réglementer la religion a involontairement contribué à créer de nouveaux espaces pour la liberté religieuse. Dans la pratique, le dédale de l'appareil administratif laisse de la marge pour la négociation, et les pratiquants font un usage stratégique des règlements pour obtenir ce qu'ils souhaitent.

En analysant d'un point de vue ethnographique la complexité du paysage sociopolitique et religieux de

Singapour, j'ai été amenée à mettre en doute l'image stéréotypée de ses habitants comme des êtres passifs et opprimés confrontés, en particulier sous Lee Kuan Yew, à un gouvernement hyper-autoritaire. Mon approche s'inscrit en porte-à-faux avec la représentation habituelle du fait religieux à Singapour, et s'oppose au discours hégémonique d'un État policier qui aurait surdéterminé la vie d'individus condamnés, au mieux, à une attitude docile et prévisible, et au pire, à l'absence ou à l'impossibilité de toute action.

Dans un contexte où le point de vue véhiculé est celui d'un État autoritaire solidement en place, l'interprétation du milieu universitaire (et de l'opinion publique) est souvent marquée par une forme de certitude optimiste qui voudrait que l'histoire

de Singapour soit déjà connue ou que ce qu'on pourrait apprendre de nouveau soit vraisemblablement dépourvu d'intérêt. De manière générale, les études consacrées à Singapour restent dominées par une lecture de la vie politique et socioculturelle fondée sur une vision quelque peu datée de la situation du pays. C'est pourquoi, du fait d'avoir posé un regard différent sur la société singapourienne, j'ai souvent été perçue tantôt comme l'apologiste d'un État autoritaire, tantôt comme la chroniqueuse un tant soit peu naïve des petites victoires quotidiennes du citoyen passif et soumis, ignorante de la persistance d'un appareil politique global résolument hégémonique.

Il y a donc fort à faire pour les sociologues singapouriens. Il leur faut non seulement offrir de nouveaux éclair-

rages sur la société singapourienne, différents de la version officielle hégémonique, mais aussi répondre aux interprétations toujours empreintes de cynisme qui prévalent à la fois sur la société singapourienne et sur l'analyse sociologique qui en est faite. C'est à la fois comme un défi et une ambition qu'il nous faut dépasser ces discours fondés sur des formules stéréotypées, pour leur substituer des visions alternatives et plurielles de la vie sociale et politique à Singapour. Les structures sociales ne sont pas l'œuvre d'individus, ni ne disparaissent du jour au lendemain. La véritable question pourrait bien être la suivante : Qu'en sera-t-il du paysage politique singapourien après l'actuel Premier ministre Lee Hsien Loong ? ■

Toute correspondance est à adresser à Vineeta Sinha
<socvs@nus.edu.sg>

> Le multiracialisme, et après ?

Noorman Abdullah, Université nationale de Singapour, et membre du groupe thématique de l'ISA sur les Sens et la Société (TG07)



Sculpture de négociants malais et indiens sur le site historique de Telok Ayer, dans le quartier chinois de Singapour. Photo de Daniel Goh.

Lors d'un rassemblement pour la fête nationale en août 2016, le Premier ministre de Singapour Lee Hsien Loong s'est exprimé sur les relations interraciales à Singapour et sur la nécessité pour les minorités d'être représentées aux plus hautes fonctions politiques. Par « minorités », il faut ici comprendre « minorités raciales », et non minorités de genre, minorités sexuelles ou toute autre catégorie intersectionnelle significative de la société. Il est intéressant de rappeler qu'en 1989, le propre père de Lee Hsien Loong, l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew, se déclarait convaincu que Singapour n'était pas prêt à avoir un Premier ministre qui ne soit pas d'ascendance chinoise. En 2008 encore, son fils déclarait cette option comme « possible, mais pas avant longtemps » (*The Straits Times*, 9 novembre 2008). Curieusement, tout juste deux semaines après le rassemblement de 2016, le principal quotidien anglophone de Singapour, *The Strait Times*, consacrait une page entière au sujet sous le titre « Who Will Lead Singapore Next? » (« Qui sera le prochain dirigeant de Singapour ? », 4 septembre 2016), en avançant plusieurs candidats potentiels à la succession de Lee – tous des ministres issus de l'ethnie majoritaire chinoise.

Les déclarations de Lee montrent une racialisation continue de la société singapourienne. Loin d'être minimisée, la question raciale a au contraire, au travers de mesures sociales, politiques et culturelles, gagné en importance et en visibilité, et reste très présente dans la vie quotidienne des Singapouriens. Ces manifestations qui dominent l'organisation de la vie sociale et politique trouvent leur origine dans le modèle multiracial adopté par Singapour, qui repose sur quatre catégories raciales (*Chinese, Malay, Indian* et *Others*, désignées sous le sigle CMIO dans le jargon officiel, c'est-à-dire Chinois, Malais, Indiens et Autres), chacune étant rattachée à une culture et une langue propres.

S'inscrivant dans le prolongement de l'héritage colonial britannique, le multiracialisme du CMIO et la méritocratie constituent les deux grands principes idéologiques fondateurs de l'État dont la naissance a été précipitée en 1965 par l'expulsion de Singapour de l'ancienne Fédération de Malaisie – une expulsion qui fut elle-même le résultat d'âpres querelles communautaires entre la Malaisie et Singapour concernant le maintien des droits de l'ethnie chinoise et d'autres minorités. Ce contexte de départ a

clairement défini les impératifs de la construction d'un État dans la période qui a suivi l'indépendance de Singapour : pour mieux protéger et légitimer l'existence de Singapour comme petite cité-État, le gouvernement s'est employé à accorder et garantir l'égalité de statut, l'égalité de traitement, l'égalité des chances et un respect égal à l'égard des différents groupes ethniques et religieux. Une telle mobilisation sur la question raciale se manifeste de manière omniprésente au travers de toute une série de mesures éducatives et linguistiques, de la création de groupes d'entraide, de l'attribution de logements sociaux, de la maîtrise de la croissance démographique et de la représentation politique.

Étant donné la revendication affichée par Singapour d'une politique racialement neutre, l'État est représenté comme le gardien impartial et désintéressé des relations interraciales, dans la limite des intérêts nationaux. Parallèlement, tout un arsenal de mesures permet à l'État de reproduire la proportionnalité raciale spécifique de la population. De façon paradoxale, cette forme d'arithmétique raciale garantit et entretient le caractère majoritaire et la prédominance de l'ethnie chinoise, et ce malgré l'importance accordée à l'égalité. Ong Teng Cheong, à l'époque Vice-Premier ministre, et plus tard élu Président, fit également valoir que le traitement préférentiel accordé à certains groupes n'était pas contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution. En fait, un parti-pris de multiculturalisme qui accorde l'égalité à toutes les cultures revient implicitement à permettre à certaines cultures de devenir plus « égales » que d'autres.

Mais plus fondamentalement, si le multiracialisme basé sur la répartition CMIO est utilisé comme moyen d'organisation de la société destiné à gérer les différences culturelles, il tend à gommer et à passer sous silence la réalité, au sein de ces catégories officielles, des différences ethniques, régionales, linguistiques, religieuses et culturelles, qui sont pourtant socialement significatives. Cette orientation multiracialiste, en reconnaissant, en célébrant et en manifestant de l'intérêt pour les différences entre les groupes raciaux CMIO, contribue par ailleurs à consacrer et exacerber les frontières raciales. La race, et par extension la culture, sont considérées comme des catégories politiques et administratives et ont été traitées, classées et institutionnalisées en des termes essentialistes, délimités, et intrinsèquement homogènes.

En outre, les débats critiques concernant les pratiques culturelles des uns et des autres sont souvent restreints dans le souci de préserver un climat de tolérance et d'harmonie raciales. Le principe de tolérance repose sur l'objectivité et suppose de s'accommoder de tout ce qui pourrait être interprété comme un désavantage. D'un autre côté, il n'est pratiquement pas question de dialogue interculturel, de respect mutuel, d'initiatives conjointes ni de l'intérêt et de la curiosité multicultu-

ralistes qui conduisent à une véritable compréhension, connaissance, appréciation et acceptation de la valeur et de l'intérêt des différences. Il en résulte une harmonie sociale qui ne va pas au-delà des différences culturelles développées dans les campagnes officielles.

Mais parallèlement, d'autres possibilités et inspirations qui surgissent dans la vie quotidienne, ainsi que les manifestations d'un intérêt plus profond pour la question raciale, les différences et le multiculturalisme à Singapour depuis son indépendance, semblent indiquer qu'il existe clairement la possibilité d'aller au-delà de l'interventionnisme étatique et des autres initiatives venues d'en haut. Ces pratiques interculturelles quotidiennes qui apparaissent de manière organique, sans intervention ni interruption ou interférences de l'extérieur, vont au-delà des frontières culturelles et rendent perméables les frontières entre les groupes. En tant que producteurs de culture, les gens, dans leurs échanges au quotidien sont aux prises, négocient et interagissent avec des différences et des évolutions culturelles.

La richesse même de la vie quotidienne témoigne de pratiques culturelles qui vont à la fois à l'encontre et au-delà de l'idéologie actuelle fondée sur des catégories raciales et culturelles institutionnellement reconnues, sans que soit vraiment nécessaire pour cela une intervention de l'État imposée d'en haut. Dans le domaine de la religion, on retrouve cette négociation des frontières au travers de processus tels que le « syncrétisme », « l'hybridation et la transfiguration » et « le mélange et l'adaptation ». L'hindouisme se mêle au taoïsme dans le domaine des croyances, des pratiques, des lieux et des objets rituels. Il peut ainsi s'avérer difficile de classer un temple comme taoïste ou hindou, et il n'est pas rare de trouver dans les foyers hindous des représentations de Krishna, du dieu Murugan et de Ganesh côtoyer celles de Jésus-Christ, de la Vierge Marie, de la déesse Guan Yin et du Bouddha Rieur. Cette manière de mélanger et d'adapter montre que les pratiquants sélectionnent eux-mêmes parmi différentes religions reconnues de quoi nourrir leur religiosité au quotidien. En cas de détresse spirituelle, des musulmans d'origine malaise et des personnes d'ethnie chinoise peuvent ainsi s'en remettre à des guides spirituels des deux religions.

Il se passe la même chose dans le domaine culinaire, où les plats typiques de Singapour – comme le *laksa*, le riz au poulet, le *rojak*, le *mee goreng*, etc. – sont le produit de l'emprunt et de l'hybridation, bien qu'ils ne soient souvent pas officiellement reconnus comme tels, certains plats étant considérés « représentatifs » de tel ou tel groupe « racial » parmi les CMIO.¹

Dans le domaine linguistique, l'émergence organique et l'usage quotidien du *Singlish* [l'anglais singapourien] mettent à mal les tentatives simplificatrices qui consistent

à faire l'amalgame entre catégories raciales CMIO et langue. Les campagnes menées par les autorités en faveur d'un bon usage de l'anglais (« Speak Good English ») reflètent clairement leur attitude ambivalente à l'égard du *Singlish*, créole basé sur l'anglais qui a emprunté certains éléments à divers dialectes chinois, au malais, au tamoul et à d'autres langues locales.

Sociologues et anthropologues se sont penchés sur les diverses contributions, rencontres et expériences qui apparaissent au croisement des différents domaines de la vie quotidienne à Singapour : dans la pratique religieuse, le domaine culinaire et les habitudes alimentaires, la langue, les sensations, les films et les pièces de théâtre. Ces pratiques culturelles brouillent les frontières essentialistes et mutuellement exclusives constituées par les catégories raciales officielles. C'est en abordant de manière critique la question raciale, celle du multiracialisme lié aux catégories CMIO et celle des privilèges associés au pouvoir et à la domination, qu'il est possible d'appréhender Singapour au-delà du discours et de la mainmise des autorités officielles.

Aujourd'hui, Singapour doit faire face à un afflux accru de migrants en même temps qu'à l'expression d'identités cosmopolites et de nouvelles aspirations dans un contexte mondial d'inégalités croissantes. Plutôt que d'en rester à un idéal utopique d'harmonie raciale, ou à une dissolution complète de la race en tant que catégorie, sociologues et anthropologues devraient encourager différents groupes au sein de la société singapourienne à s'engager sur la voie d'une autocritique et d'une prise de conscience sincères des conditions, des limites et des alternatives existantes en matière de race, de différences et de multiculturalisme. Une telle approche permettrait vraisemblablement aux individus comme aux communautés de mieux réfléchir, débattre, imaginer, envisager et construire à Singapour des identités significatives qui soient à la fois communes et distinctes. Il est nécessaire pour cela d'associer à *la fois* la conscience et l'action, à *la fois* le respect et le doute, et à *la fois* le consensus et la lutte, afin que la population soit mieux informée, plus créative et multiculturaliste. ■

Toute correspondance est à adresser à Noorman Abdullah
<socnoorm@nus.edu.sg>

¹ Chua Beng Huat et Ananda Rajah (2001). "Hybridity, Ethnicity and Food in Singapore" pp. 161-197 in David Y.H. Wu et Tan Chee-Beng (eds.) *Changing Chinese Foodways in Asia*, Hong Kong: The Chinese University Press; Low, Kelvin E.Y. (2015). "Tasting Memories, Cooking Heritage: A Sensuous Invitation to Remember" pp. 61-82 in Lily Kong et Vineeta Sinha (eds.) *Food, Foodways and Foodscapes: Culture, Community, and Consumption in Post-Colonial Singapore*, Singapore: World Scientific Publishing.

> La méritocratie, et après ?

Youyenn Teo, Université technologique Nanyang (Singapour)

À Singapour aujourd'hui, les entreprises privées proposant des cours de soutien ou de perfectionnement font de plus en plus partie du paysage. Photo de Youyenn Teo.



A Singapour, dans quelque centre commercial que ce soit, vous ne manquez pas de tomber sur des entreprises privées proposant du soutien scolaire aux enfants désireux de « réussir à l'école et dans la vie » et des cours aux étudiants pour s'initier à « l'art d'apprendre à apprendre ». Certains de ces organismes offrent des cours dans des matières inscrites

aux programmes scolaires (anglais, mandarin, mathématiques, sciences, physique, économie) tandis que d'autres sont plus axés sur les loisirs, en proposant des activités comme les échecs ou la robotique. Qu'ils s'agissent de matières scolaires ou non, leur objectif, suivant la formule affichée par l'un d'eux, est de faire en sorte que les élèves soient « prêts pour leurs examens ».

L'omniprésence de ces organismes en dit long sur ce qui caractérise le système éducatif de Singapour et sur la façon dont la répartition par niveaux dès le plus jeune âge et l'obsession de la précocité contraignent les parents à chercher des cours de « perfectionnement » pour des enfants à peine âgés de trois ans. Le fait que les enfants soient régulièrement classés maintient la pres-

>>

sion sur les élèves tout au long de leur scolarité, d'où l'existence d'une offre de cours privés qui s'adresse à tous les âges et tous les niveaux. Le système scolaire repose sur des examens standardisés, ce qui fait que le critère de formatage et de vente de toutes ces activités est celui d'une « parfaite préparation aux examens ». Enfin, la barre étant placée haut et la concurrence particulièrement vive, ces organismes n'attirent pas seulement les élèves en difficulté mais aussi ceux qui cherchent à être les meilleurs. À Singapour aujourd'hui, il est naturel de considérer l'enseignement ou le perfectionnement extrascolaire comme une « nécessité » pour quiconque souhaite se maintenir à niveau ou réussir.

L'un des points les plus critiqués de la méritocratie à Singapour est qu'elle ne marche pas comme elle le devrait. Des parents font part de leur désarroi face à la quantité de devoirs et d'examens. Et des voix s'élèvent pour rappeler la nécessité d'assurer aux enfants issus de familles modestes une égalité des chances. Or rares sont ceux qui désignent l'enseignement extrascolaire comme l'aboutissement logique du système de la méritocratie, ayant plutôt tendance à le considérer comme une aberration de ce système.

Dans les travaux sociologiques, la méritocratie est généralement considérée comme un système qui classe, distingue, puis légitime les vainqueurs. Celle-ci repose sur des notions précises de ce qui mérite d'être récompensé et ce qui ne le mérite pas. Ce système fonctionne bien quand il y a ce que Bourdieu appelait la « méconnaissance » – c'est-à-dire lorsque l'opinion publique croit que le système est fondé sur une série de principes alors qu'il fonctionne en réalité sur de toutes autres bases. Dans le cas de Singapour, le système méritocratique récompense le capital économique et culturel transmis des parents aux enfants, plutôt que les seuls efforts individuels. Cette méconnaissance des véritables principes

et mécanismes de la stratification conduit la méritocratie à légitimer les vainqueurs, en les présentant comme des individus qui doivent leur réussite à leur ardeur au travail et à leur intelligence plutôt qu'aux avantages injustes dont ils ont hérité. De la même manière, la méritocratie offre une interprétation particulière des échecs, en les attribuant, là aussi, aux particularités des uns et des autres plutôt qu'à des handicaps systémiques.

D'un point de vue sociologique, le système éducatif de Singapour fonctionne exactement comme prévu. L'opinion publique est convaincue non seulement qu'il favorise des qualités bien déterminées et classe les élèves dans des catégories bien précises, mais aussi que les qualités qui sont récompensées sont le reflet des capacités et de l'effort individuels. Les personnes suffisamment qualifiées suivent les bonnes filières et accèdent aux bonnes écoles, dont elles sortent avec des diplômes reconnus puis des emplois stables dans les professions libérales, l'enseignement, l'administration ou au gouvernement, et elles sont très généralement considérées comme méritant le statut et le niveau de salaire qui sont les leurs. Le recours aux cours de soutien privés ne semble guère ébranler la foi des Singapouriens dans la logique générale du système. La barre est perçue comme placée haut – souvent trop haut –, mais les récompenses ne sont pas jugées injustes.

Les apports critiques de la sociologie sur l'éducation et la méritocratie peinent à trouver un écho. Afin de comprendre pourquoi, il faudrait s'arrêter sur deux caractéristiques de la société singapourienne : l'institutionnalisation de l'individualisme d'une part, et la place accordée aux explications téléologiques.

La logique sur laquelle repose la méritocratie imprègne la vie quotidienne, par le biais d'une multiplicité d'institutions publiques et d'actions politiques complexes qui influencent les choix des citoyens et les orientent

vers les voies du mariage, de la fondation d'une famille, de la gestion de leur foyer, et de la prise en charge des membres âgés ou malades de la famille. Cette logique, exposée au grand jour, est la suivante : il revient à chacun de se prendre en charge et de prendre en charge sa propre famille. L'État, bien que fortement interventionniste lorsqu'il s'agit de guider les Singapouriens pour qu'ils mènent leur vie d'une manière déterminée, est résolument opposé à l'aide sociale. L'acquisition individuelle de compétences et de diplômes, un emploi stable et un conjoint hétérosexuel sont les conditions préalables pour pouvoir accéder aux biens publics et au bien-être – logement, services médicaux, garde des enfants, soins aux personnes âgées, prestations de retraite. Ne pas réunir ces conditions préalables – diplômes, emploi, mariage, enfants (qui permettent la reproduction du cycle) – signifie renoncer à la sécurité, au bien-être et à faire partie de la société. Pour mériter sa chance, il est donc crucial de faire preuve de « mérite » individuel, tandis que la famille nucléaire reste une unité socioéconomique de référence pour l'élaboration des politiques publiques et la gestion des affaires publiques – avec les relations de dépendance entre les générations que cela suppose. C'est pourquoi l'investissement des familles dans l'acquisition de ce mérite sanctifié apparaît comme raisonnable, voire nécessaire.

Le modèle méritocratique est par ailleurs renforcé par une puissante rhétorique téléologique autour de la nation et de certaines personnalités. La méritocratie singapourienne s'oppose au favoritisme et à la discrimination pratiqués sur des bases ethno- raciales dans le pays voisin, la Malaisie. Il est courant d'attribuer à la méritocratie – rationnelle, systématique et impersonnelle – le succès économique éclatant de Singapour, et sa survie presque miraculeuse comme nation. Ce « récit national » des formidables avancées de la cité-État a pour corollaire le parcours de citoyens qui ont « réussi ». Comme dans la France de Bourdieu, les

membres de la « noblesse d'État » – ceux jugés « méritants » par les universités les plus prestigieuses – occupent des positions d'où ils peuvent s'exprimer et se faire entendre. Depuis leurs bureaux, l'élite politique et les responsables politiques, ainsi que les journalistes et les professeurs d'université, interprètent le système au prisme de leurs propres parcours biographiques : à savoir, comme un système qui ne fonctionne sans doute pas à la perfection mais qui a déjà fait ses preuves car, après tout, ils sont – nous sommes – là, au sommet, ou proches du sommet. Ceux jugés avoir échoué sont réduits au silence, écartés, et se résignent à assumer leur échec comme un échec personnel. La méritocratie est présentée comme un bon système, en grande partie parce que ceux qui seraient en mesure de la dénoncer se gardent bien de critiquer un système qui légitime leur propre position sociale et le sentiment qu'ils ont de leur propre valeur.

La méritocratie coûte cher. Les ménages à bas revenus qui ne peuvent pas donner à leurs enfants les moyens de se qualifier comme « méritants », le payent cher en termes de (dé)valorisation au plan matériel et symbolique. À une époque où les inégalités sociales se creusent, ceux qui se situent en haut de l'échelle des salaires risquent également d'en être victimes, car ils vivent habités par la peur d'un déclassement, même limi-

té, qui pourrait leur coûter cher. Le gigantesque et coûteux marché parallèle du soutien scolaire, les nombreux cas de dépression et d'anxiété parmi les jeunes, le stress auquel sont soumis les parents et le temps passé à superviser les devoirs de leurs enfants, ainsi que le creusement des inégalités dans ce qui constitue une forme de manipulation inégalitaire du système – tels sont les coûts supportés par la société.

Que peuvent faire les sociologues ? Nous avons besoin à la fois d'un programme de recherche et d'un programme d'action.

Sur le plan de la recherche, il apparaît de façon de plus en plus évidente que la sociologie de l'éducation ne peut pas être séparée des études consacrées à la famille, à l'aide sociale, aux rapports entre l'État et la société, et à l'action politique. Pour étudier la méritocratie, nous avons besoin de tous les outils d'analyse existants, et notamment de mieux évaluer comment ce qui peut d'un certain point de vue paraître irrationnel (comme par exemple les coûteux investissements réalisés à titre privé dans le domaine éducatif) peut d'un autre point de vue paraître parfaitement logique (par exemple du point de vue d'un régime basé sur la famille et opposé à l'aide sociale). Il nous faut aborder ces questions non plus du seul point de vue de l'éducation, mais plus large-

ment comme un moyen d'analyser les inégalités et leurs multiples réseaux de reproduction.

Au-delà, si les outils d'analyse sociologiques parviennent à s'imposer dans le débat sur la méritocratie, il nous faudra transformer en profondeur le discours dominant. Un exercice d'autoréflexivité constitue à cet effet une condition préalable. Nous devons être prêts à ne pas seulement considérer la méritocratie et les inégalités comme des problèmes qui touchent uniquement les sujets de nos recherches, mais aussi à analyser nos propres privilèges et la façon dont nous perpétons les inégalités par nos actes et nos discours au quotidien. Pour transformer en profondeur le discours dominant, il est également nécessaire de s'adresser à des publics en dehors du milieu universitaire. Si nous disposons déjà d'outils critiques pour appréhender la question de la reproduction des privilèges et de la marginalisation, nous devons nous attacher à mieux diffuser ces idées au-delà du monde universitaire – en donnant à connaître nos écrits auprès de différents publics, en participant à des conférences et des débats auprès de publics plus variés, et en nous impliquant plus fortement auprès de la société civile, des enseignants, des responsables politiques et des parents. ■

Toute correspondance est à adresser à Youyenn Teo <yteo@ntu.edu.sg>

> État laïque et pluralisme religieux

Francis Khek Gee Lim, Université technologique de Nanyang (Singapour)



Des fidèles prient dans un temple installé dans la maison de particuliers. Photo de Francis Lim.

A de multiples égards, être singapourien suppose de sans cesse s'adapter, dans la vie privée comme dans la vie publique, à un système de classification sociale imposé par l'État. Certes, tous les États-nations modernes entreprennent de définir, de délimiter et donc de régir les divers groupes sociaux et culturels qu'ils englobent ; il s'agit en fait de dispositifs qui sont essentiels pour gouverner et construire une nation moderne. Être singapourien implique de toujours se situer par rapport aux trois repères identitaires retenus par l'État : la race, la langue et la religion. Ceux-ci sont essentiels dans la constitution du mythe fondateur de la nation, en même temps que d'importants outils de gouvernance grâce auxquels l'État cherche à exercer un contrôle social et politique.

Dans un pays comme Singapour où chaque élève récite au quotidien le « serment » d'appartenir à une nation unie « par delà la langue, la race et la religion » ; où chaque citoyen est tenu de déclarer sa « race » sur sa carte d'identité ; où le Conseil présidentiel pour les droits des minorités et la Loi sur le Maintien de l'harmonie religieuse (1991) jouent un rôle essentiel dans le multiculturalisme de la cité-État ; où des chrétiens accusés d'excès de prosélytisme ont été condamnés pour sédition, et des musulmans « auto-radicalisés » ont été détenus, en vertu de la Loi sur la Sécurité intérieure, pour complots terroristes

présupposés ; il est évident que dans ce pays, les questions de race, de langue et de religion sont intimement liées et politiquement sensibles.

Pour le gouvernement singapourien, la laïcité est jugée essentielle à la coexistence pacifique des différents groupes religieux et ethniques du pays. Tout travail de recherche sociologique sur des questions liées à l'appartenance ethnique ou à la religion doit tenir compte du fait que Singapour est une société multireligieuse dotée d'un État officiellement laïque. La pluralité religieuse à Singapour découle en grande partie des accidents de son histoire, y compris de son passé comme important comptoir colonial vers lequel ont afflué diverses communautés d'Asie et du monde entier. La défense de la laïcité résulte en revanche d'un travail idéologique délibéré des autorités depuis la fondation de la nation – un effort constant, inextricablement lié aux circonstances dans lesquelles Singapour s'est séparé de la Fédération de Malaisie en 1965, et aux efforts déployés par les dirigeants politiques et les citoyens du pays pour forger une identité nationale qui tranche avec la culture islamique dominante de la Malaisie et de l'Indonésie voisines.

Pour un État qui se déclare laïque, il est étonnant de constater que Singapour a un Ministre en charge des Affaires musulmanes. En 2016, pour l'Aïd al-Adha (Fête du Sacrifice), celui-ci a appelé la population à rejeter toute idée susceptible de faire obstacle à l'intégration, et rappelé que cette fête religieuse était « aussi une bonne occasion de réfléchir sur l'intégration religieuse et raciale à Singapour ». Dans le discours politique officiel, l'islam est souvent dépeint sous les traits de « l'Autre » – « l'Autre » par rapport à l'image d'un État-nation laïque affichée par Singapour, et « l'Autre » comme menace potentielle pour la cohésion sociale, liée au sentiment d'une propagation des idéologies « extrémistes » dans le monde.

Dans un contexte où un État fort s'applique activement à faire entrer les gens dans des catégories bien déterminées et où les « races » sont définies en fonction de différences culturelles comme la langue ou la religion, la recherche en sociologie portant sur l'appartenance ethnique et religieuse propose deux approches différentes. La première approche, dans la tradition positiviste, consiste à traiter la « race » et la « religion » comme des variables indé-

>>

pendantes. La seconde approche consiste à analyser de manière critique comment le pouvoir fixe les frontières à la fois ethniques et religieuses, et comment ces frontières peuvent évoluer et s'estomper sur le terrain, donnant naissance à des identités ambiguës, mélangées et multiples, qui échappent à une classification simpliste. Il ressort ainsi de recherches menées sur le pluralisme religieux à Singapour que de nombreux pratiquants de l'hindouisme populaire et du taoïsme (parmi les communautés « indienne » et « chinoise » respectivement) vouent un culte à des divinités comme Muneeswaran, Tua Pek Kong, Tai Seng, Krishna et Hanuman, originaires des deux traditions religieuses. Certaines de ces divinités se retrouvent même réunies dans l'enceinte d'un même temple.

Ces travaux critiques sur la laïcité montrent qu'elle contribue sans doute à légitimer le multiracialisme singapourien dans l'objectif d'assurer la cohésion sociale, mais soulignent également le rôle que joue la laïcité dans les efforts pour instaurer des discussions « objectives » et « rationnelles » dans les processus d'élaboration politique. La laïcité dans sa version singapourienne diffère de la version antithéiste militante présente dans certains pays communistes ; elle reconnaît au contraire l'importance de la religion dans la vie des gens, et, en principe, accorde un traitement égal à toutes les religions. Outre que sa constitution garantit la liberté de religion, l'État encourage les différentes communautés religieuses à répondre aux besoins de la société, en particulier en fournissant des services d'aide sociale et en prônant des valeurs morales et culturelles.

La laïcité singapourienne comporte deux aspects essentiels. D'un côté, l'État insiste pour maintenir la religion en dehors de la politique, notamment en interdisant aux organisations religieuses de mobiliser leurs membres à des fins politiques. D'un autre côté, l'État cherche à contrôler et diriger les communautés religieuses en installant des représentants gouvernementaux à des fonctions de « conseil » auprès des organisations religieuses comme le Conseil islamique de Singapour (MUIS), des temples, des mosquées ou des groupes d'aide sociale d'origine confessionnelle. Ces « conseillers » jouent un rôle de contrôle sur le terrain, en influant sur les discours religieux afin qu'ils soient en adéquation avec les orientations du gouvernement.

Comme dans beaucoup d'autres États modernes, la loi garantit à Singapour des lieux de culte à l'usage de différentes communautés religieuses, suivant une conception

fonctionnelle de la territorialité, renforcée par l'idéologie du développement et de la modernisation. Étant donné la rareté des terrains, les autorités de la cité-État ont une approche de l'urbanisme fortement utilitariste et interventionniste. Lorsque la Singapore Land Authority (l'agence officielle qui gère les biens fonciers publics) fait l'acquisition de terrains auparavant occupés par une organisation religieuse, des groupes religieux sont forcés de déménager, de cesser leurs activités, voire de s'associer à d'autres congrégations. À titre d'exemple, des temples chinois auparavant répartis sur différents sites ont été rassemblés pour former des « *combined temples* », leurs autels respectifs étant désormais réunis sous un même toit. Récemment, le gouvernement a proposé de construire des immeubles à plusieurs étages où les différents groupes religieux pourraient louer des espaces pour leurs activités.

Parmi les spécialistes des religions à Singapour, beaucoup se sont intéressés aux stratégies employées par les autorités pour administrer et réglementer la religion, en revanche peu d'études ont été consacrées aux moyens innovants auxquels certains groupes religieux ont recours pour contourner la politique laïciste des pouvoirs publics. Terence Chong, Daniel Goh et Mathew Mathews ont par exemple étudié la façon dont certains chrétiens évangéliques cherchent discrètement à influencer sur l'élaboration des politiques publiques et le discours politique en obtenant le ralliement de responsables politiques et en manifestant leur soutien à la politique conservatrice du gouvernement en matière de sexualité ou de famille. Des études sur l'hindouisme populaire, notamment les travaux de Vineeta Sinha sur le culte de Muneeswaran, font état d'activités rituelles menées dans des zones forestières, à l'abri du regard des autorités. Mes propres recherches traitent de la façon dont des adeptes du Yiguan Dao, une « religion du salut » d'origine chinoise, ont converti des appartements (des espaces officiellement « profanes ») en temples. De la même manière, des fidèles chrétiens organisent des réunions de « cellule » à leur domicile, tandis que des médiums chinois et des prêtres taoïstes ont mis en place des « temples privés » dans les maisons.

Il ressort de ces différents cas que l'administration de la religion par l'État singapourien pourrait avoir ses limites, liées à la distinction laïciste entre les domaines religieux « privés » et « publics » – une distinction susceptible à la fois de limiter la capacité de l'État à entièrement contrôler la religion, et de créer l'espace nécessaire à certains groupes religieux pour opérer en dehors du cadre officiel de l'État. ■

Toute correspondance est à adresser à Francis Khek Gee Lim
<fkglim@ntu.edu.sg>

> La mondialisation, et après ?

Daniel P.S. Goh, Université nationale de Singapour



Répétitions pour la Parade de la Fête nationale sur la plateforme flottante de Marina Bay. Photo de Daniel Goh.

A Singapour, deux « récits » fondateurs sont diffusés par les musées nationaux et les manuels d'histoire. Le premier et le plus ancien, qui date de l'indépendance du pays en 1965, relate la fondation en 1819 d'une colonie britannique sur l'île par Sir Stamford Raffles, qui travaillait pour le compte de la Compagnie des Indes orientales. Ce récit met en avant le génie de Raffles, qui a su voir la situation géographique stratégique de Singapour, à l'extrême sud de la péninsule malaise, juste à la jonction des alizés entre l'Océan indien et l'Asie de l'Est. Moyennant une gouvernance efficace et une politique d'ouverture à l'immigration, la colonie s'est développée, au point de convertir ce qui n'était qu'un village de pêcheurs malais en une métropole moderne et multiraciale. Le deuxième récit fondateur, de diffusion plus récente, concerne Temasek, le premier peuplement connu de l'île. D'après des découvertes archéologiques et les récits d'anciens explorateurs asiatiques, Temasek était une ville fortifiée et un port de commerce cosmopolite établi au XIV^e siècle par un prince issu de l'empire déclinant de Srivijaya. La ville passa ensuite sous le contrôle du sultanat de Malacca au XV^e siècle. Après la chute de Malacca face aux Portugais en 1511, la ville a été abandonnée avant d'être rebaptisée Singapura, le nom originel de l'île en sanscrit.

Ces récits fondateurs aboutissent tous deux à célébrer le génie du Parti d'action populaire, le parti qui est au pou-

voir à Singapour depuis qu'en 1959 le suffrage universel et l'autodétermination ont été instaurés dans la colonie britannique, posant les jalons de ce qui ferait par la suite le succès de la cité-État. Le fil conducteur commun des deux récits est que la *mondialisation* ne fait pas seulement partie intégrante du succès de Singapour mais est également indispensable à sa survie. Singapour, c'est la mondialisation. C'est pourquoi, même lorsqu'il a fallu élaborer l'idée d'une communauté nationale en 1965 (après la séparation involontaire de Singapour de la Fédération de Malaisie), l'idéologue du parti au pouvoir, S. Rajaratnam, qui a joué un rôle central dans les efforts du jeune pays pour créer une nation, parla en 1972 de Singapour comme d'une « ville globale ». Ce discours apparaît à présent comme visionnaire, dans la mesure où Singapour est aujourd'hui célébré pour son passage réussi d'une économie mercantiliste à une économie industrielle puis sa transformation en une ville globale post-industrielle devenue pôle financier et de services dans une région asiatique de plus en plus globalisée.

Mais l'idée formulée par Rajaratnam de la nécessité politico-économique pour Singapour de devenir une ville globale n'avait pas été avancée à la légère. À la suite d'Arnold Toynbee, Rajaratnam défendait la thèse, fortement inspirée des idées des Lumières post-hégéliennes, que Singapour est une ville globale. Singapour doit ainsi, pour être fidèle à son essence et accomplir sa destinée historique, rester une ville globale et se développer en tant que telle. La construction de la nation et l'industrialisation du pays ne doivent pas se poursuivre au détriment du développement ininterrompu de Singapour comme ville globale. C'est pourquoi la décision de maintenir l'économie du pays attractive pour les multinationales et la société ouverte à l'immigration ne se réduit pas à des impératifs pragmatiques de survie économique mais correspond plutôt à une volonté de respecter la nature profonde de Singapour, qui est d'être une ville globale.

La création en 1965 du département de sociologie de l'Université nationale de Singapour s'inscrit dans ces efforts de modernisation. Tout au long de ces 50 années, et en particulier dans les premières décennies qui ont suivi sa création, les anthropologues et sociologues du département – pour la plupart formés dans les meilleures universités occidentales – ont participé à la conception, et parfois

>>

à la mise en œuvre, des politiques sociales du gouvernement. Il s'agissait notamment d'aider la grande majorité de la population à s'adapter aux logements sociaux, d'appliquer le pluralisme ethnique et religieux, et d'influer sur les questions du mariage et de la fécondité ainsi que sur d'autres questions associées aux campagnes d'ingénierie sociale de grande ampleur déployées par le gouvernement pour transformer comportements et conception du monde en l'espace d'une génération.

Aujourd'hui, certains esprits critiques ne manqueront pas d'y voir une forme de complicité des sociologues pour imposer l'idéologie hégémonique et la domination autocratique du parti au pouvoir. Mais il est trop facile de porter cette accusation à posteriori. Dans les premières années qui ont suivi l'indépendance, n'importe quel Singapourien ou ressortissant étranger favorable aux aspirations post-coloniales d'un peuple nouvellement indépendant, aurait fait sienne la vision prometteuse du parti au pouvoir, et ce d'autant plus que cette vision émanait d'idéologues et de penseurs de la stature de Rajaratnam. D'autant plus qu'il n'y avait pas de visions alternatives quant à la manière dont Singapour pouvait rester fidèle à sa nature cosmopolite et ouverte sur le monde, comme cela fut le cas après la défaite de la gauche à l'époque de la décolonisation et après que le parti au pouvoir se fut approprié un certain nombre des idées et des politiques socialistes en les débarrassant de tout lien avec le communisme international.

Le changement d'orientation de la sociologie singapourienne date des années 90. Le point d'inflexion se situe vraisemblablement en 1995, avec la parution de *Communitarian Ideology and Democracy in Singapore*, dans lequel Chua Beng Huat démonte l'idéologie dominante du parti au pouvoir et la qualifie de communautaire. Ce livre sera suivi en 1997 d'un autre du même auteur, dans lequel Chua considérait les logements sociaux, où vivent plus de 80% de la population, comme la mise en pratique de l'idéologie communautaire qui faisait que chaque citoyen était partie prenante du système politico-économique sous la tutelle du parti au pouvoir. Ce n'était pas l'autocratie qui permettait de maintenir la suprématie du parti au pouvoir mais, dans le droit fil de la théorie de Gramsci, l'hégémonie de ses idées matérialisées dans la vie quotidienne de la population qui renforçait le régime de parti unique. Face à ce constat, la nouvelle génération d'anthropologues et de sociologues singapouriens s'est attachée à chercher de nouveaux récits et de nouvelles pratiques à décrire et à étudier, ainsi qu'en témoignent les quatre autres articles inclus dans ce numéro.

À noter que ce changement d'orientation de la sociologie singapourienne est intervenu au moment où la « ville globale » de Rajaratnam était en passe de devenir ce qui s'apparenterait bientôt à la ville globale théorisée par Saskia Sassen. Le gouvernement adoptait la mondialisation néolibérale et transformait l'économie du pays afin

de mieux exploiter l'accélération des flux de capitaux, de marchandises et migratoires. Un nouveau vocabulaire faisait son apparition, marqué par une dichotomie entre des éléments réunis par la conjonction « et ». Ainsi, on attendait des citoyens qu'ils soient à la fois « cosmopolites » et « attachés à leur terre », qu'ils sachent parcourir le monde avec assurance et soient en même temps fermement ancrés dans leur environnement local. Le pays était censé être à la fois une nation et une ville globale, et non plus une nation qui *serait* une ville globale. La diversité renforcée par une immigration accélérée devait être à la fois multiraciale et multiculturelle. En 1989, l'Institute of Southeast Asian Studies publiait un ouvrage qui a fait date, *Management of Success: The Moulding of Modern Singapore* (« La gestion du succès : La formation du Singapour moderne »), codirigé par deux géographes, dans lequel de nombreux sociologues singapouriens de la première génération célébraient l'entrée réussie du « dragon asiatique » dans le système capitaliste mondial. En 2010, le même institut publiait *Management of Success: Singapore Revisited* (« La gestion du succès : Singapour revisitée »), dirigé par le sociologue Terence Chong, avec cette fois des articles qui cherchaient à comprendre les tensions provoquées par la mondialisation néolibérale.

Si Singapour signifie mondialisation, alors quelle direction prendra la sociologie singapourienne dans l'ère de la post-mondialisation ? Il existe trois directions possibles : dystopique, utopique et apocalyptique. Avec le recul, je trouve que mon propre article de 2010 (« Management of Success ») correspondait à une approche essentiellement dystopique. J'y analysais les efforts du gouvernement pour incorporer le nouveau multiculturalisme à l'ancien multiracialisme dans le but de gérer la diversité engendrée par l'immigration et résoudre les tensions interethniques provoquées par les inégalités économiques tout en maintenant sa mainmise politique. Les tensions engendrées par la mondialisation néolibérale se cumulent aujourd'hui avec les contradictions inhérentes à la modernisation à un tel point qu'elles ne sauraient être résolues sans l'intervention d'un gouvernement fort. Il s'agissait là d'un cadre de pensée résolument durkheimien, qui partait du problème de la solidarité dans une société pluraliste et concluait sur une note pessimiste quant à l'inévitable dépendance à l'égard de l'État pour assurer une intégration et une réglementation sociales. Ceci signifie que la recherche de pratiques et d'approches différentes qui caractérise actuellement la sociologie singapourienne n'est fructueuse que parce que l'État a besoin de renforcer son emprise morale en s'appropriant celles-ci.

La deuxième possibilité repose sur une approche utopique, que l'on retrouve dans les articles publiés dans ce numéro. Cette approche s'inscrit dans l'esprit de *L'Utopie* de Thomas More dans sa recherche de coutumes sociales, politiques et religieuses d'une république idéale sur une île peuplée de manière optimale où règnent la démocratie et

l'égalité. Suivant cette approche, la dépendance à l'égard du gouvernement doit être réduite au minimum, dans l'espoir de créer l'espace nécessaire pour favoriser l'autonomie individuelle et l'épanouissement personnel vis-à-vis de l'État. La population se révèle économiquement créative, socialement consciente et politiquement engagée. Pour certains anthropologues et sociologues, le fait de découvrir et d'analyser ces espaces d'espoir à Singapour, parfois paradoxalement nés à la faveur de la mondialisation néolibérale, est jugé suffisant. L'idée étant que des récits alternatifs de ce type puissent servir d'inspiration aux étudiants dans les salles de cours des universités, pour qu'ensuite ils aillent changer le monde. Certains vont plus loin, en répertoriant de manière explicite l'activisme de citoyens ordinaires ainsi que celui de citoyens extraordinaires en vue de changer les circonstances de leur vécu. Cependant, certains, comme Youyenn Teo dans l'article publié dans ce numéro, estiment que les universitaires devraient commencer par se remettre en cause afin de diffuser de telles alternatives auprès d'un public plus large et faire du sociologue un acteur de changement.

À noter que l'approche utopique n'est ni contestataire ni radicale dans sa façon d'aborder la politique, quoiqu'elle puisse être présentée comme telle par des élites dirigeantes soucieuses de défendre leur domination idéologique. L'approche utopique se situe dans le droit fil de la vision de Rajaratnam d'une ville globale. Celui-ci concluait son discours de 1972 en invitant les journalistes présents à contribuer à « doter intellectuellement et spirituellement

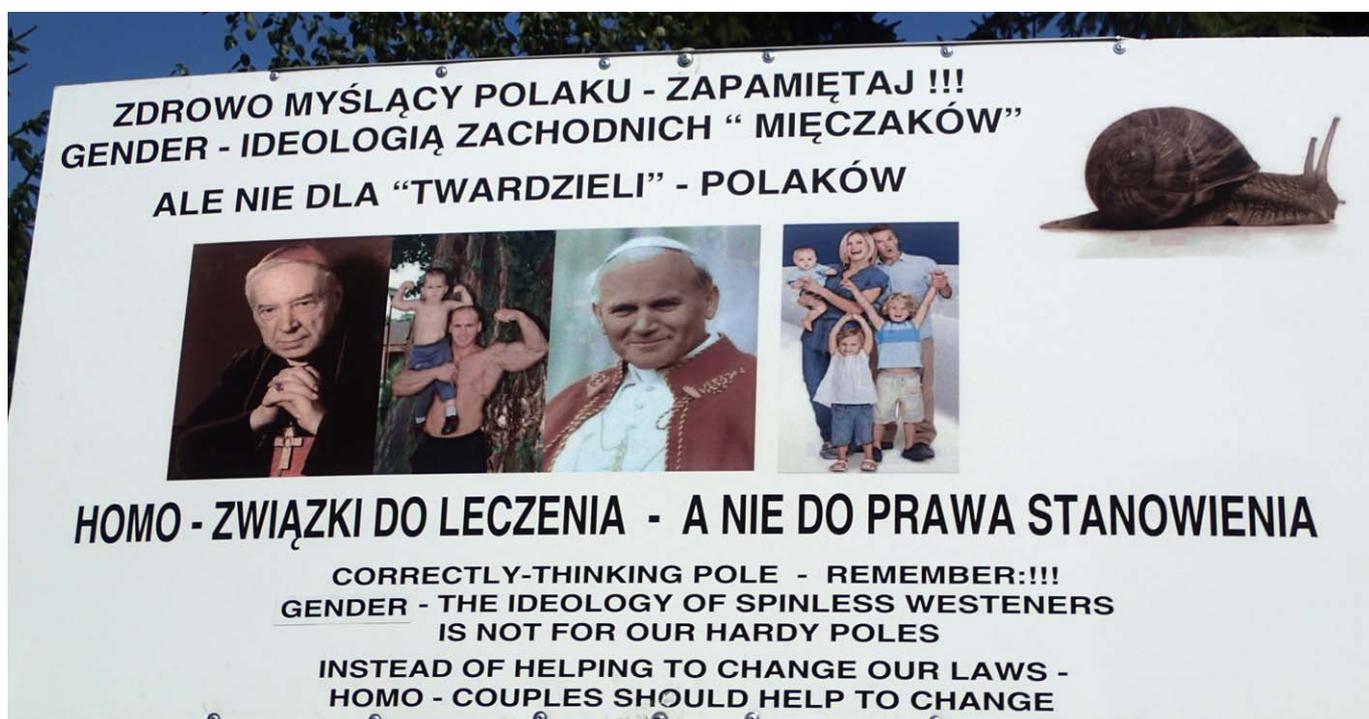
nos citoyens pour faire de la ville globale [...] la ville céleste dont les prophètes et les visionnaires rêvent depuis des temps immémoriaux » (*The Straits Times*, 7 février 1972). L'approche utopique va puiser ses racines jusqu'à Saint Augustin en passant par Thomas More.

La dernière possibilité est l'approche apocalyptique. Il est politiquement impossible d'écrire dans ce sens dans le Singapour conservateur d'aujourd'hui, mais il peut être utile au plan intellectuel et même politique de réfléchir aux questions qui sont soulevées par cette approche. Si la mondialisation c'est Singapour, alors que se passera-t-il quand la mondialisation commencera à s'infléchir, quand le système-monde commencera à se démondialiser ? Cela s'était déjà produit dans les années 1920 et 30, et ce fut là une époque tumultueuse durant laquelle la mobilisation politique de gauche et ethno-nationaliste en Malaisie britannique posa les bases politiques des violents conflits de la décolonisation qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Tour à tour, les conflits ont conduit à trois entités nationales inimaginables ne serait-ce qu'un demi-siècle auparavant : d'abord la Fédération de Malaya, puis la Fédération de Malaisie et enfin la République de Singapour. Ces entités ont transformé les sociétés locales bien au-delà de ce que la génération précédente pouvait imaginer. Quels avènements sont aujourd'hui inimaginables et impensables ? Quel sera l'avenir de la société singapourienne si l'inimaginable se produit ? Que deviendrait Singapour après la mondialisation, lorsque la ville-État cessera d'être une Ville Globale ? ■

Toute correspondance est à adresser à Daniel PS Goh <dsong@nus.edu.sg>

> Vers un avenir illibéral : Le discours anti-genre et anti-mondialisation

Agnieszka Graff, Université de Varsovie (Pologne), et **Elżbieta Korolczuk**, Université de Södertörn (Suède) et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Femmes et la Société (RC32) et les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47)



Affiche pour la marche anti-genre du 30 août 2015. Photo d'Elżbieta Korolczuk.

Le genre est une question importante en politique. Et c'est quelque chose dont, depuis les dernières élections aux États-Unis, nous sommes plus conscients que jamais : l'attrait massif exercé par la misogynie décomplexée de Trump n'est qu'un aspect du problème. Le populisme, aux États-Unis comme ailleurs, se nourrit non seulement de l'instabilité économique et de la peur mais aussi des inquiétudes concernant les relations hommes-femmes, l'(homo)sexualité et la reproduction. Un peu partout

dans le monde, les attaques contre ce que les conservateurs (en particulier catholiques) appellent le « genre » ou « genrisme » – qui englobe les politiques d'égalité hommes-femmes, l'éducation sexuelle ou encore les droits LGBTQ et les droits des femmes en matière de procréation – ont servi à mobiliser des hommes, mais aussi des femmes, ouvrant ainsi la voie aux leaders populistes. Si l'opposition au féminisme et aux politiques d'égalité hommes-femmes n'est pas nouvelle, le regain actuel marque cependant une rupture par rapport au paradigme

>>

néoconservateur précédent : le social-conservatisme est désormais explicitement lié à une hostilité envers le capital mondial.

En Pologne, la victoire électorale en 2015 du parti de la droite populiste Droit et justice (PiS) a été précédée, et sans doute facilitée, par une campagne « anti-genre » orchestrée par les médias conservateurs et les milieux religieux. Depuis 2012, l'Église catholique et des groupes conservateurs ont ainsi multiplié les initiatives, en s'opposant à l'emploi du mot « genre » dans les documents officiels et le débat public, en s'attaquant à l'éducation et à la législation pour l'égalité hommes-femmes (comme par exemple la ratification de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) et en cherchant à restreindre les droits des femmes en matière de sexualité et de procréation. La campagne regroupait des dignitaires de l'Église catholique, des dirigeants politiques conservateurs, des groupes de réflexion de droite et des organisations opposées à l'avortement. D'autres les ont rejoints. Par exemple, un important collectif de parents dénommé *Ratujmy Maluchy!* (Sauvons les enfants !), créé autour de 2009 pour dénoncer la réforme de l'éducation, s'est joint à la lutte contre la Convention d'Istanbul au motif que les mesures envisagées pour lutter contre la violence domestique mettaient en péril l'autorité parentale. Des associations présentes sur le terrain et des réseaux locaux ont permis une vaste mobilisation, notamment de parents préoccupés par la prétendue menace que représenteraient pour leurs enfants le « lobby homosexuel » et l'éducation sexuelle à l'école. Les « anti-genre » prétendent protéger les enfants et la famille, ainsi que les valeurs culturelles et religieuses polonaises, contre des féministes, activistes LGBTQ et militants des droits de l'homme prétendument soutenus par des responsables politiques libéraux et par l'Occident corrompu. Dans ce discours anti-genre, la Plate-forme civique (PO), le parti libéral-conservateur

au pouvoir à l'époque, a souvent été présenté comme appartenant à l'extrême gauche, et accusé de chercher à détruire la famille « traditionnelle » et la nation polonaise à l'instigation d'institutions étrangères comme l'Union européenne.

Dans cette offensive conservatrice, le « genre » n'est pas un terme employé pour traiter de la différence entre les sexes ou analyser la construction de la masculinité et de la féminité. Au lieu de cela, le terme est systématiquement présenté comme le fruit d'une conspiration internationale, née de la révolution sexuelle et/ou d'une égalité hommes-femmes imposée sur le modèle communiste. Soutenus par des organisations internationales comme les Nations unies et par le capital mondial, les adeptes du « genre » chercheraient à encourager l'avortement, la décadence et la perversion morales ainsi qu'un individualisme débridé qui conduit à la destruction des communautés et de la famille traditionnelle. L'un des objectifs supposés des pro-genre serait d'imposer l'idée d'un changement de sexe arbitraire à des enfants innocents. Ainsi, la notion de genre est systématiquement associée à l'abolition des différences entre les sexes et au chaos qui en résulte dans le domaine de la sexualité humaine, à l'origine de la dépopulation dans certaines régions du monde.

Le credo anti-genre n'est pas une spécificité polonaise puisqu'on retrouve un discours semblable ailleurs dans le monde. Dans la Russie d'aujourd'hui, l'affirmation selon laquelle les homosexuels et les défenseurs de l'égalité hommes-femmes constituent une menace pour les valeurs traditionnelles locales a renforcé le soutien de la population au régime de Poutine. En France, la mobilisation de masse contre le mariage pour tous a clairement contribué à la popularité du Front national. Aux États-Unis, la misogynie affichée de Trump n'a pas empêché sa victoire, et la perspective de pouvoir élire la première femme président des États-Unis ne semble pas non plus avoir mobilisé les électeurs (de

fait, les femmes blanches américaines ont voté à 53% pour Trump). Quel est donc le lien entre la montée de la droite populiste et « l'anti-genrisme » ? Ces deux idéologies convergent non seulement dans leur défense d'une vision social-conservatrice des relations hommes-femmes mais aussi du fait que toutes deux jugent les élites libérales responsables du déclin économique et social de la population.

Nous avons développé notre analyse en collaborant à plusieurs projets en réaction aux récentes campagnes anti-genre en Europe et en mettant à profit notre expérience d'activistes, notamment notre participation à plusieurs initiatives visées par la campagne anti-genre en Pologne. Nous avons analysé de nombreuses sources : des livres et des articles signés par les figures prépondérantes du milieu anti-genre ; des interviews et déclarations publiques des principaux défenseurs de l'anti-genrisme (dont deux popes, des responsables catholiques locaux et des intellectuels) ; le traitement par les médias des manifestations anti-genre ; ainsi que d'autres documents divers publiés sur les sites web de mouvements et organisations anti-genre comme le réseau polonais www.stopgender.pl et des plateformes internationales comme www.citizengo.org ou www.lifesitenews.com.

Tous les textes « anti-genre » véhiculent le sentiment d'une menace imminente en provenance des élites libérales (dont font partie les féministes), présentées comme aussi puissantes que dangereuses. Par contraste, les adversaires de l'égalité hommes-femmes et des droits des homosexuels se posent en représentants des gens ordinaires, décrits comme des travailleurs sérieux et dévoués à leur famille. À noter que le sentiment de victimisation véhiculé par les anti-genre a une dimension à la fois culturelle et économique, avec d'un côté les défenseurs du « genre », considérés comme des nantis en connexion avec les élites mondiales, et de l'autre les gens ordinaires considérés comme étant ceux qui font les

frais de la mondialisation. Cette façon de relier l'aspect culturel à l'aspect économique se retrouve clairement dans la stratégie discursive préférée des anti-genre, qui ont recours à une version conservatrice de la rhétorique anticoloniale. Le « genrisme » est systématiquement présenté comme imposé de l'étranger, assimilé à la colonisation, et comparé aux totalitarismes du XX^e siècle et au terrorisme international. Cette thèse, quoique déconnectée des débats sur la réalité historique de la domination coloniale par les Occidentaux, est fréquemment utilisée, même dans des pays sans véritable passé colonial comme la Pologne. Comme dans toutes les lectures populistes, la rhétorique employée oppose une élite internationale corrompue qui exploite le peuple, au « peuple » lui-même, présenté comme le peuple du terroir, le véritable peuple, attaqué de toutes parts.

Un exemple éloquent de ce type de discours anti-genre a été fourni par Jaroslaw Gowin, à l'époque Ministre de la Justice, qui en 2012 s'est opposé avec force à la ratification de la Convention d'Istanbul, qu'il accusait de « véhiculer l'idéologie du genre » et d'être un cheval de Troie idéologique dont l'objectif caché n'était autre que le démantèlement de la famille traditionnelle et des valeurs culturelles du pays. De même, en janvier 2016, le pape François mettait les fidèles en garde contre une « théorie du genre » dénoncée comme une théorie dangereuse propagée par les riches pays occidentaux, une forme de colonisation aussi bien idéologique qu'économique. D'après le Pape, l'aide internationale et l'éducation sont couramment liées à des politiques en faveur de l'égalité hommes-femmes, mais les « familles honorables et solides » peuvent avoir raison de cette menace.

Dans la description qu'ils donnent du « genrisme », les responsables de l'Église catholique, fondamentalistes de droite et experts du mouvement anti-genre associent la colonisation idéologique au pouvoir économique

– un pouvoir qui serait essentiellement véhiculé par le biais des institutions internationales et des entreprises multinationales. En Pologne, la plupart des activistes anti-genre accusent l'Union européenne ; mais d'autres instances, fondations et associations internationales sont également visées, y compris le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'OMS (Organisation mondiale de la santé), les Nations unies ou l'Unicef, ainsi que la Banque mondiale. En Pologne, les anti-genre s'en prennent également à des organisations de la société civile créées dans les années 90 avec l'aide de fonds occidentaux, en particulier les associations de défense des droits des LGBTQ comme le KPH (« Campagne contre l'Homophobie »), qui sont décrites comme des agents au service d'élites étrangères corrompues. Gabriele Kuby, figure de proue des anti-genre européens, s'exprimait en ces termes dans une interview pour le *Catholic World Report* :

Cette révolution sexuelle à l'échelle mondiale est désormais mise en œuvre par les élites au pouvoir. Celles-ci opèrent dans les institutions internationales comme les Nations unies et l'Union européenne, et leurs réseaux souterrains d'organisations satellites ; des multinationales comme Amazon, Google ou Microsoft ; d'importantes fondations comme les fondations Rockefeller et Guggenheim ; de riches particuliers comme Bill et Melinda Gates, Ted Turner, Georges Soros et Warren Buffett ; et des organisations non gouvernementales comme la Fédération internationale pour la planification familiale et l'Association internationale des lesbiennes et des Gays.

Malgré son obsession pour les « vraies » valeurs « locales », le mouvement anti-genre bénéficie de soutiens à l'international, dont celui d'organisations comme le Congrès mondial des familles et de plateformes de mobilisation comme CitizenGO. À titre

d'exemple, l'Institut polonais Ordo Iuris travaille en étroite collaboration avec la branche européenne de la World Youth Alliance, le Catholic Family and Human Rights Institute basé aux États-Unis, le European Dignity Watch basé à Bruxelles ou encore la British Society for the Protection of Unborn Children au Royaume-Uni, l'une des plus anciennes organisations antichoix du monde. Malgré ces liens à l'international, les anti-genre adoptent systématiquement un discours anti-élites : en parlant de la dignité et de l'identité des gens ordinaires comme étant celles d'une majorité opprimée, ils cherchent à mobiliser des partisans et jouent avec succès sur leurs inquiétudes légitimes quant à l'avenir de leurs familles et de leurs enfants.

Les conservateurs ont réussi à exploiter le sentiment croissant de peur et d'insécurité économique provoqué par l'idéologie et la politique néolibérales. Ces sentiments sont transformés en colère contre des élites décadentes, décrites en Pologne comme des « euro-enthousiastes » moralement corrompus (un slogan d'extrême droite affichait ainsi « Pédophiles et pédérastes, ce sont eux les euro-enthousiastes ! ») ou représentées aux États-Unis par des références à *crooked Hillary* (« Hillary la malhonnête »). La nouvelle vague anti-genre se fonde sur une opposition aux politiques et aux discours en faveur de l'égalité hommes-femmes qui date de la fin des années 70, mais témoigne aussi d'une résurgence à l'échelle internationale du populisme illibéral et des nationalismes. La stratégie qui consiste à se présenter comme un mouvement qui défend les « vraies » valeurs locales et les gens ordinaires contre les influences globales étrangères et les riches élites corrompues, et à assimiler le « genre » à l'individualisme ambiant et à l'exploitation culturelle et économique, prépare les succès politiques du populisme illibéral. Le discours anti-genre est devenu un nouveau langage conservateur de résistance à la mondialisation néolibérale. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Elżbieta Korolczuk <bekorol@gmail.com>
Agnieszka Graff <abgraff@go2.pl>

> Mobilisation pour le droit à l'avortement en Pologne

Julia Kubisa, Université de Varsovie (Pologne)



Manifestation du 3 octobre 2016 à Varsovie contre le projet de loi anti-avortement. Photo d'Elzbieta Korolczuk.

L'automne 2016 a été marqué en Pologne par une nouvelle vague de mobilisation des femmes contre un projet de pénalisation de l'avortement. Les féministes polonaises sont en lutte contre la législation anti-avortement depuis la loi draconienne adoptée en 1993. Selon cette loi, qui figure parmi les plus restrictives de l'Union européenne, l'avortement n'est autorisé qu'en cas d'inceste ou de viol, de risques avérés pour la vie ou la santé de la femme enceinte et de malformation génétique du fœtus.

Les activistes polonaises ont eu beau rappeler que ces restrictions légales ont donné naissance à un réseau d'avortements clandestins dans le pays, le problème n'a pris de l'ampleur qu'à partir de 2016. Au lendemain des élections parlementaires de 2015 qui ont donné la majorité au parti ultra-conservateur Loi et justice (PiS), de nouvelles restrictions aux droits des femmes en matière de procréation n'ont pas tardé à être proposées. Début 2016, des membres du gouvernement, dont la Première ministre Beata Szydło, ont exprimé leur soutien à une interdiction totale de l'avortement, en même temps qu'Ordo Iuris, une ONG ultra-conservatrice, engageait une campagne de signatures pour réclamer des peines de prison à l'encontre des femmes et des gynécologues accompagnant une IVG et exigeait des autorités que des enquêtes soient menées pour s'assurer que d'apparentes fausses couches n'aient pas été provoquées par des médicaments abortifs.

Le tollé provoqué par cette nouvelle campagne d'Ordo Iuris a tôt fait d'entraîner deux types de mobilisation : d'un côté, des manifestations et grèves organisées par « Les filles pour les filles », une nouvelle organisation citoyenne féministe, et de l'autre, une action citoyenne lancée par « Sauvons les femmes », un groupe de féministes sociales-démocrates pour réclamer la libéralisation de l'avortement en Pologne.

Au milieu de l'année 2016, Ordo Iuris annonçait avoir recueilli plus de 500.000 signatures de soutien à sa proposition, tandis que Sauvons les femmes en réunissait 250.000. Les deux propositions ont été soumises au Parlement. Des organisations de la droite catholique avaient déjà dans le passé soumis d'autres propositions, qui avaient toutes été rejetées. En revanche, aucune propo-

>>

sition en faveur de la libéralisation de l'avortement n'avait été soumise depuis le rejet de la pétition signée par 1,2 millions de personnes au début des années 1990.

Cette fois-ci, le Parlement a immédiatement rejeté la proposition déposée par Sauvons les femmes mais a continué à débattre de la proposition de pénalisation de l'avortement. La mobilisation ne s'est pas fait attendre : Sauvons les femmes et le parti de gauche Razem ont appelé les manifestantes à défiler vêtues de noir et à se mettre en grève ou à publier des photos sur les réseaux sociaux, en utilisant le hashtag #blackprotest. Lorsqu'une des actrices les plus respectées du pays a lancé l'idée d'une « grève générale des femmes », sur le modèle de celle menée en Islande en 1975, les activistes présents sur les réseaux sociaux l'ont aussitôt adoptée et fixé la date du 3 octobre (2016) pour une grève générale de protestation des femmes vêtues de noir. L'appel à l'action n'a été lancé par aucune des associations de défense des femmes, même si de nombreuses activistes au sein des mouvements féministes et des partis politiques ont apporté leur soutien en donnant de leur temps et en offrant leurs moyens. Dans les jours qui ont précédé la grève, de nombreux employeurs du secteur privé ainsi que des représentants des autorités locales ont manifesté leur soutien aux femmes qui souhaitaient faire grève, en proposant directement à leurs employées de prendre un jour de congé le 3 octobre. Certaines facultés ont annulé les cours.

En dépit des obstacles, concernant notamment sa légalité, la grève a remporté un énorme succès, avec des niveaux de mobilisation sans précédent. À la différence d'autres manifestations qui ont eu lieu dans la capitale et d'autres grandes villes du pays, la « grève des femmes » a véritablement été suivie dans l'ensemble du pays. Des femmes et des filles, ainsi qu'un certain nombre d'hommes venus apporter leur soutien, ont organisé des manifestations dans au moins 142 villes et villages à travers tout le pays, auxquelles quelque 150.000 personnes, toutes vêtues de noir, ont participé. Les slogans concernaient les droits basiques de la femme, la liberté en matière de procréation et la dignité des femmes auxquels il serait porté atteinte en cas d'interdiction totale de l'avortement. Comme il a plu à verse ce jour-là, les manifestants ont défilé sous leur parapluie, renforçant de façon imprévue le symbole de protestation.

Le parti au pouvoir et les représentants de l'Église catholique ont à l'évidence été pris de court par l'ampleur et la vitalité de la mobilisation. Les premières réactions ont été explicitement misogynes : un évêque catholique a ainsi assuré que les femmes « ne peuvent pas concevoir pendant un viol », et un responsable politique populiste a répété que les femmes sont dévergondées et doivent être contrôlées, tandis que le ministre des Affaires Étrangères les qualifiait de parfaitement irresponsables. Malgré tout, trois jours après la manifestation, le Parlement a rejeté

la proposition d'interdiction totale de l'avortement – ce qui constitue dans la période récente l'une des très rares défaites du parti au pouvoir.

Le gouvernement, abandonnant son habituelle rhétorique de confrontation, a dès lors opté pour une approche plus modérée. Le Premier ministre a annoncé que les femmes polonaises qui avaient une « grossesse difficile » – euphémisme employé pour désigner les cas de maladie incurable ou de malformation fœtale détectées pendant la grossesse – recevraient une aide exceptionnelle de près de 1.000 euros, en fait une aide financière pour donner naissance à un enfant qui mourrait peu après la naissance. L'aide en question a déjà été mise en place, bien qu'il lui soit reproché d'assimiler la femme à un objet.

De nombreuses activistes qui avaient participé à l'organisation de la grève générale des femmes ont décidé de poursuivre le combat, afin de ne pas relâcher la pression exercée sur le gouvernement. Deux semaines plus tard, elles ont organisé une autre mobilisation de moindre ampleur, mais qui a présenté une liste de onze priorités, pour défendre la dignité et la liberté des femmes, dénoncer les agressions sexuelles, la violence domestique et la militarisation de la société, et préconiser une politique sociale plus axée sur les femmes. La « Black Protest » a en outre motivé deux célébrités à parler de leur avortement en public, brisant un tabou au sein de la société polonaise. La manifestation a bénéficié d'une large approbation de l'opinion publique, avec 58% d'opinions favorables. La reconnaissance s'est même étendue à l'échelle internationale, incitant des femmes en Argentine, en Islande et en Corée du Sud à organiser des mobilisations semblables. Barbara Nowacka, du collectif Sauvons les femmes, et Agnieszka Dziemianowicz-Bąk, du parti Razem, ont fait partie des lauréats du prix Global Thinkers 2016 décerné par le magazine *Foreign Policy*, en tant que représentantes du mouvement de protestation des « femmes en noir ».

Depuis la grève, le gouvernement polonais a maintenu sa stratégie plus modérée : il n'est plus question de nouvelles restrictions à l'avortement, et le discours officiel est désormais plutôt celui d'un soutien aux enfants nés avec un handicap – même si aucune mesure concrète n'a été engagée pour augmenter les aides en la matière. Mais l'activisme des féministes à l'origine de la grève générale d'octobre continue de faire sentir ses effets : récemment, lorsque le Ministre de la Santé a révisé à la baisse les normes nationales des hôpitaux polonais en matière de soins pendant et après la grossesse et l'accouchement, et le parti au pouvoir PiS a révélé qu'il prévoyait de rejeter la Convention d'Istanbul du Conseil d'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, les femmes qui ont participé à la grève générale ont déclaré qu'elles « ne replieront pas leur parapluie ». ■

Toute correspondance est à adresser à Julia Kubisa <juliakubisa@gmail.com>

> Le Réseau de jeunes sociologues de l'ISA

Oleg Komlik, Université Ben Gourion (Israël) et président du Réseau de jeunes sociologues de l'ISA



Illustration : Arbu.

Le *Junior Sociologists Network* ou *JSN* (Réseau de jeunes sociologues) de l'Association internationale de Sociologie (ISA) met en contact des étudiants et des universitaires et professionnels en début de carrière, spécialisés en sociologie et dans d'autres disciplines connexes, permettant le croisement de multiples centres d'intérêt et approches scientifiques. En exposant ici la mission et les activités qui sont celles du JSN, je voudrais montrer comment cette communauté internationale de sociologues unique en son genre encourage ses membres dans leur parcours professionnel et plus généralement promeut la vocation de la sociologie.

Créé en 2006 sous l'impulsion des présidents de l'ISA et de son Comité exécutif, le JSN est né de l'expé-

rience stimulante des participants aux Laboratoires pour Doctorants et au Concours mondial pour Jeunes Sociologues organisés par l'ISA, ainsi qu'aux congrès de l'Association. Les membres de notre communauté sont à la fois ancrés au niveau local et connectés à l'échelle internationale – une dualité aussi fascinante qu'exigeante. La mission du JSN est de matérialiser les potentialités qui découlent de cette dualité. Il s'agit à cet effet d'offrir à la nouvelle génération de sociologues une plateforme qui puisse leur servir et les aider à partager des informations, échanger des idées et établir des collaborations afin de progresser dans leur carrière et de créer, diffuser et mettre en pratique les savoirs et les éclairages sociologiques.

Le JSN a connu depuis deux ans et demi un remarquable essor. Grâce

>>

aux efforts déployés pour le faire connaître, en particulier dans les pays du Sud, le nombre de membres du réseau a considérablement augmenté : le JSN compte actuellement plus de 2.500 membres – des étudiants, des doctorants, des universitaires en début de carrière, et même certains universitaires confirmés. Même si la plupart des participants au réseau appartiennent au milieu universitaire, des acteurs de terrain et des activistes l'ont également rejoint. Tous ceux et celles qui considèrent la sociologie comme une référence pour leur travail sont les bienvenus.

L'activité du JSN repose sur quatre piliers complémentaires. Le premier est constitué par une [liste de diffusion](#) qui est rapidement devenue une source d'information très prisée des jeunes sociologues. Toutes les deux semaines, le JSN publie un bulletin avec des mises à jour jugées utiles, intéressantes et d'actualité : appels à contributions, postes de post-doc, annonces de bourses, offres d'emploi, mais aussi des articles sur la sociologie et la vie universitaire qui sont autant de pistes de réflexion.

Deuxième pilier : une base de données de l'ISA disponible en libre accès permettant à de jeunes sociologues de présenter un résumé de

leur thèse de doctorat assorti d'une notice biographique et de leurs coordonnées. La base de données comprend déjà quelque 650 résumés. En aidant les participants à découvrir que d'autres travaillent sur les mêmes sujets, cette plateforme fait naître des collaborations entre les chercheurs. La base de données commence par ailleurs à susciter l'intérêt des maisons d'édition, et certaines ont contacté les auteurs des résumés publiés sur le site.

Troisième pilier : Depuis deux ans et demi que le JSN est sur [Facebook](#) et [Twitter](#), des milliers de visiteurs et d'abonnés, bénéficiant de l'effet multiplicateur de la circulation sur les réseaux sociaux, ont pu consulter et publier en ligne des annonces, des résumés de thèse et des liens intéressants.

Enfin, et c'est le quatrième pilier, le JSN continue de co-organiser chaque année la Conférence internationale des Sciences sociales slovènes et d'apporter son soutien à d'autres rencontres scientifiques qui permettent de rassembler de jeunes sociologues de différents pays et régions du monde.

Je voudrais remercier les membres du conseil d'administration du JSN,

Dolores Modic et Tamara B. Valic, pour leur participation active, ainsi que le secrétariat de l'ISA pour son soutien constant et efficace. Je profite de cette occasion pour signaler que le JSN est toujours prêt à accueillir de nouvelles suggestions : toute nouvelle initiative ou contribution sera très appréciée.

En même temps que d'autres projets importants de l'ISA et de ses comités de recherche, le JSN s'emploie à créer une communauté internationale de sociologues solide et mieux préparée pour évoluer dans les méandres des structures socio-politiques. En tant que jeunes sociologues qui devons tracer notre voie dans le contexte difficile d'un monde néolibéral et marchandisé menacé de dérives autoritaires et nationalistes, nous gardons à l'esprit ce qui constitue les impératifs et l'essence de la vocation de sociologue. Tout au long de ce voyage partagé, et avec le soutien de collègues confirmés, nous espérons avancer ensemble en portant le précieux flambeau intellectuel de la sociologie. ■

Toute correspondance est à adresser à Oleg Komlik <komlik@gmail.com>

> Traduire Dialogue Global en indonésien

Kamanto Sunarto, Université d'Indonésie à Depok (Indonésie)

En avril 2015 un groupe de sociologues indonésiens a mis sur pied l'équipe éditoriale indonésienne de *Dialogue Global*. Le premier numéro en indonésien est paru en septembre 2015, portant à l'époque à 16 le nombre de langues dans lesquelles la publication est éditée.

Notre équipe est constituée de neuf sociologues affiliés à cinq universités de quatre villes du pays : l'Université d'Indonésie à Depok, les universités Gadjah Mada et Sanata Dharma de Yogyakarta, l'Institut d'Agriculture de Bogor, et l'Université Nusa Cendana de Kupang. Quatre de ces membres préparent actuellement leur doctorat à l'étranger : à l'Université nationale d'Australie, l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, l'Université d'Amsterdam et l'Université de Leyde aux Pays-Bas.

Trois de nos membres forment le comité de rédaction, qui est chargé de réviser les articles traduits par le reste de l'équipe. Ils traduisent également certains articles, en particulier lorsque le nombre de traducteurs disponibles est réduit, et révisent leurs traductions respectives. Par ailleurs, un des membres du comité de rédaction fait office de rédacteur en chef, tandis qu'un deuxième assure la liaison avec l'ensemble des traducteurs de l'équipe et qu'un troisième assure la coordination avec les responsables éditoriaux de la publication. Nous disposons également de l'aide d'un étudiant de deuxième cycle pour l'édition, la mise en page et la composition de chaque numéro en indonésien.

Un mois avant la mise en ligne de *Dialogue Global* sur le site de l'ISA, notre comité de rédaction invite chaque membre de l'équipe à traduire un ou deux articles, en fonction de la disponibilité de chacun. Étant donné les longues distances qui séparent nos universités respectives (entre 65 et 2770 kilomètres), toutes nos communications se font pas mail ou via les réseaux sociaux.

Les difficultés de traduction que rencontre notre équipe indonésienne sont semblables à celles décrites dans le numéro 6.3 de septembre 2016 par l'équipe de *Dialogue*

“De nombreux concepts n'ont pas encore reçu de traduction officielle”

Global en Roumanie. Outre les différences structurelles évidentes qui existent entre l'anglais et l'indonésien, de nombreux concepts essentiels des sciences sociales, en particulier les concepts les plus récents, n'ont souvent pas encore reçu de traduction officielle en indonésien, ce qui fait que beaucoup d'universitaires tendent à les laisser en anglais dans le texte. Les membres de notre comité de rédaction consultent bien sûr dictionnaires et publications scientifiques et professionnelles et délibèrent entre eux de certains problèmes spécifiques de traduction, mais ils sont également parfois amenés à consulter des spécialistes et, dans certains cas, à demander des éclaircissements auprès des auteurs des articles à traduire.

Une fois tous les articles traduits puis révisés, et les points de traduction les plus problématiques résolus ensemble, l'équipe passe à l'étape de composition. Le comité de rédaction s'assure que la traduction et la mise en page sont réalisées en conformité avec les consignes de l'ISA avant de soumettre la version finale au directeur de la publication.

Une fois la version indonésienne mise en ligne sur le site de l'ISA, notre comité de rédaction en informe l'Association indonésienne de Sociologie (ISI), l'Association indonésienne d'Études en Sociologie (APSSI), les différents départements de sociologie et programmes d'études, les bibliothèques, les centres de recherche, les associations d'étudiants en sociologie, et à titre individuel des sociologues de différentes universités. ■

Toute correspondance est à adresser à Kamanto Sunarto
<kamantos@yahoo.com>

> L'équipe de Dialogue Global en Indonésie



Kamanto Sunarto, professeur émérite de sociologie au Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie, est titulaire d'un doctorat en éducation (1980) de l'Université de Chicago. Ses recherches actuelles portent sur l'enseignement supérieur et l'histoire de la sociologie. Kamanto est membre des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'Éducation (RC04) et l'Histoire de la Sociologie (RC08).



Hari Nugroho est actuellement inscrit en doctorat à l'Institut d'Anthropologie culturelle et de Sociologie du Développement de l'Université de Leyde (Pays-Bas) en même temps qu'il enseigne dans le Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie. Il est titulaire d'un master de l'Institut international des études sociales (ISS) de l'Université Érasme de Rotterdam à La Haye (Pays-Bas). Ses recherches portent sur le monde du travail, les mouvements sociaux, la politique locale et les inégalités sociales, et il est membre des comités de recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44), les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47) et les Mouvements sociaux, l'Action collective et le Changement social (RC48).



Lucia Ratih Kusumadewi est doctorante au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique (CADIS) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris), où elle a obtenu son DEA en 2006. Elle est actuellement chargée de cours au Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie. Ses recherches concernent les mouvements sociaux, l'identité, la religion, les jeunes et l'éducation. Lucia est membre des comités de sociologie de l'ISA sur la Sociologie de la Religion (RC22) et les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47).



Fina Itriati est enseignante et chercheuse au Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université Gadjah Mada de Djakarta. Elle prépare actuellement une thèse de doctorat au College of Arts and Social Sciences de l'Université nationale d'Australie, intitulée *The Biosociality and Redefinition of Identity of Newly Disabled Women in Post-Earthquake Indonesia*, dans laquelle elle s'appuie sur des méthodes ethnographiques pour étudier la vie quotidienne des femmes handicapées depuis le séisme de 2006. Fina est intéressée par le genre, la culture et la société, la représentation, le handicap, les catastrophes naturelles et les droits de l'homme. Elle est membre de l'Association indonésienne de Sociologie et du comité de recherche de l'ISA sur le Corps dans les Sciences sociales (RC54).



Indera Ratna Irawati Pattinasarany enseigne dans le Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie. Ses domaines de recherche sont la stratification et la mobilité sociales, les inégalités sociales, la pauvreté et la sociologie de l'éducation. Indera est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université d'Indonésie, et d'un master de l'Université du Michigan (États-Unis). Elle est membre de l'Association indonésienne de Sociologie ainsi que des comités de recherche de l'ISA sur la Sociologie de l'Éducation (RC04) et la Stratification sociale (RC28).



Benedictus Hari Juliawan est chargé de cours en Études religieuses et culturelles à l'Université Sanata Dharma de Djakarta (Indonésie). Il est également chercheur à Sahabat Insan, une ONG locale spécialisée dans les questions relatives aux travailleurs immigrés. Il a obtenu son master de philosophie en 2007 et son doctorat en études de développement à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni) en 2011. Ses principaux centres d'intérêt sont les mouvements de travailleurs, les travailleurs immigrés, les politiques identitaires et l'économie informelle.



Mohamad Shohibuddin est inscrit en doctorat au Département de Sociologie et d'Anthropologie de l'Université d'Amsterdam (Pays-Bas) et chargé de cours au Département du Développement des Communications et de la Communauté de la Faculté d'Écologie humaine de l'Institut d'Agriculture de Bogor (Indonésie). Il a été directeur exécutif de l'Institut Sajogyo, un institut de recherche spécialisé dans les questions relatives à la pauvreté, au développement rural et aux réformes agraires. Dans ses travaux, il s'intéresse aux politiques de réforme agraire, aux études agraires, aux études sur la paix et les conflits, et aux mouvements paysans.



Dominggus Elcid Li est directeur exécutif et chercheur auprès de l'Institut pour la Gestion des Ressources et le Changement social (IRGSC). Titulaire d'un doctorat (2014) de l'Université de Birmingham (Royaume-Uni), il a suivi entre 2014 et 2015 un programme postdoctoral à la Kennedy Harvard School de Boston (États-Unis). Il est actuellement chargé de cours à la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université Nusa Cendana de Kupang, dans l'est de l'Indonésie. Ses recherches portent sur les migrations, le trafic de personnes, la participation démocratique et la sociologie rurale.



Antonius Ario Seto Hardjana est titulaire d'un doctorat de l'Institut d'Ethnologie de l'Université Goethe de Francfort (Allemagne) et d'un master en Études sud-est-asiatiques de l'Université de Passau (Allemagne). Il enseigne actuellement dans le Département de Sociologie de la Faculté de Sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie. Ses recherches portent essentiellement sur les études culturelles, et les médias et réseaux sociaux.
